

Le naufrage de Ciotti • La gauche qui rêve de dissoudre Mélenchon • Ces hauts fonctionnaires qui courtisent Le Pen

P.2 et 3



Le Canard enchaîné

Journal satirique paraissant le mercredi

"Notre maison brune et je regarde ailleurs !"



108^e ANNÉE - N° 5405 - mercredi 12 juin 2024 - 1,80 € D.O.M. 2,20 € - Suisse 2,70 FS - Belgique / Luxembourg 2 € - Grèce 2,10 € - Espagne / Port. Cont. 2,10 € - Italie 2,10 € - Tunisie 6,5 DT - Maroc 25 MAD - Afrique CFA 1400 CFA - Allemagne 2,80 € - Canada 3,95 C\$ - GB 2 £

Claque aux européennes et dissolution Macron choisit le nettoyage par le bide

LE CONSTAT

HISTORIENS DE LE DIRE...

LE PARACHUTISME RECONNU COMME DISCIPLINE OLYMPIQUE



Des réformes en fin de vie

C'EST LA fin de vie. Le projet de loi sur l'aide à mourir, promis par Macron, laborieusement discuté depuis le mois de mai et qui devait enfin être voté en première lecture le 18 juin, est mort. Il a été enterré, comme tous les travaux en cours à l'Assemblée, par la dissolution de cette dernière.

Zappé, aussi, le projet de loi - controversé - sur l'audiovisuel, qui prévoyait le regroupement des entreprises du service public. Mais, à peine déléguées des chaînes de la macronisme, France Télé et ses semblables pourraient vite déchanter en cas d'arrivée au pouvoir du RN, qui est impatient de les privatiser.

Le texte sur l'agriculture, répondant au foin des paysans en début d'année et visant à maintenir le nombre d'exploitations, fait chou blanc. Quant à la réforme constitutionnelle modifiant le corps électoral en Nouvelle-Calédonie et à la révision du droit du sol à Mayotte, elles prennent l'eau aussi.

Coulent, du même coup, les commissions d'enquête en cours, comme celle consacrée aux violences sexistes et sexuelles dans le cinéma, la mode, la pub... Même sort pour les commissions sur la souveraineté alimentaire, l'autoroute A69 ou l'aide sociale à l'enfance.

Meilleure nouvelle: la réforme visant à durcir les règles de l'assurance-chômage, pondue par le Premier ministre, est de fait mise à l'arrêt. Coup de bol pour Gabriel Attali, qui pourrait bientôt pointer à France Travail !

F. R.-G.

« MIEUX vaut écrire l'Histoire que la subir », a solennisé Macron, tout de noir vêtu, à ceux qui l'entouraient, en petit comité (lire p. 2), avant son allocution dominicale de dissolution. Alors qu'il s'agissait d'abord de couvrir le bruit retentissant de la sévère claque qu'il venait de recevoir par celui du fracas de la table qu'il a pris le risque de renverser, invoquer l'Histoire peut sembler disproportionné. Mais le présomptueux de la République n'est pas le seul à le faire: l'Histoire inspire aussi ses adversaires.

Dans cette élection et dans ses déflagrants effets, l'Histoire est mise à toutes les sauces. A commencer par la sauce brune. L'extrême droite, victorieuse, ne manque pas de voir dans les 31,37 % de Bardella, soit plus du double de la tête de liste de la Macronie, un succès forcément « historique ». Marine Le Pen, en scénarisant son rapprochement électoral avec sa nièce Marion, invoque, elle, l'histoire familiale.

Mais, en matière de rapprochement, c'est une sombre histoire que signe le patron de LR, Eric Ciotti, en annonçant une « alliance » avec le RN, à l'appel, y compris et d'abord parmi ses amis qui ne le suivent pas, le souvenir de Stéphan ou, pour Darmanin, celui de la signature des accords de Munich. Sans tomber dans « les heures les plus sombres de notre histoire », antienne aussi usée qu'inefficace contre le RN « dédiable », l'histoire de LR est en train de très mal se terminer.

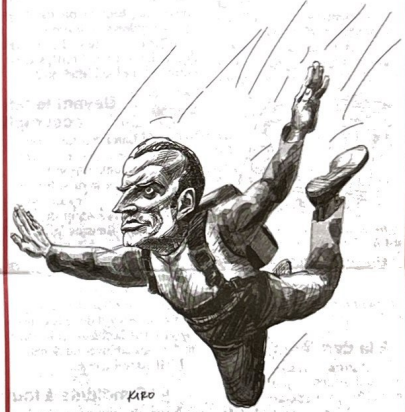
A gauche, c'est une autre histoire. Celles de Léon Blum, de Maurice Thorez et du succès historique du Front populaire ont été convoquées pour tenter, par une union des gauches revisité, de stopper la vague brune qui menace de déferler. Front populaire contre Rassemblement national, héritier du Front du même nom. C'est ce qu'a proposé le député LFI peu mélenchonien François Ruffin, sous le slogan « Une seule bannière : Front populaire », pour pousser les partis de gauche à s'unir et à le faire vite, car les délais qu'implique la dissolution sont contraignants. Un début d'accord, contre toute attente, et surtout pas celle de Macron, a été promptement signé.

Contre toute attente car les signataires ont passé

la campagne à se taper dessus, à échanger des coups, et surtout de nombreux coups bas de la part de LFI contre Glucksmann. Lequel a obtenu un score revigorant pour la gauche mais pas bon pour Mélenchon. En dépit du début d'union de circonstance entre écolos, insoumis, socialistes et communistes, une alliance entre Glucksmann et Mélenchon ne fait pas partie de l'histoire du moment.

« Qui écrit l'Histoire et qui la raconte ? » s'est encore rengorgé Macron, avant de se lancer dans son pari de dissolution. Bonne question, mais, prétendre ainsi écrire l'Histoire, c'est surtout se la raconter et prendre le risque d'en sortir comme le premier président à avoir fait entrer l'extrême droite à l'Elysée.

Erik Empfatz



“Le Menhir” vote toujours

MIRACLE à Montretout ! Les filles Le Pen ont rabiboché leur père avec leur mère en confiant la procuration de vote de Jean-Marie à sa première épouse, Pierrette. Oubliées les décennies de scandales et d'invectives par journaux interposés - elle avait posé nue dans « Playboy » en 1987, après avoir pris en otage son œil de verre. C'est bien elle qui a été chargée de déposer le bulletin du patriarcat dans le bureau de vote de Saint-Cloud, et non Jany, sa compagne actuelle, domiciliée à Rueil-Malmaison. L'histoire ne dit pas si Pierrette a voté dans le sens du cofondateur du Front, qui a toujours soutenu son parti,

même après en avoir été exclu, ou si elle a glissé dans l'urne un bulletin en faveur de leur petite-fille, Marion Maréchal...

Affaibli mais « dans un état convenable », selon son entourage, « le Menhir » s'est fixé comme objectif de tenir jusqu'au 20 juin, date à laquelle il soufflera sa 96^e bougie. Et, si une expertise médicale, commandée en amont du procès qui l'attend (lire aussi p. 3), établit qu'« [il] ne se souvient plus de ses responsabilités », il parle en revanche, paraît-il, toujours en latin et en grec à ses vieux amis.

Encore un peu, et il sera candidat aux législatives... C. C.

• **Macron** a joué au chat et à la souris avec Marine Le Pen, racontent « Les Echos » (10/6), pour savoir qui parlerait en premier le soir de l'élection. Finalement, le Président a craqué, trop pressé d'annoncer la dissolution. Et il n'a pas hésité à griller la politesse à Valérie Hayer, qui a dû attendre 22 heures pour s'exprimer, devant une salle à moitié vide (« Le Parisien », 10/6). Le calvaire jusqu'au bout...

• **La prime** de la réactivité revient à Jérôme Cahuzac. A peine Macron avait-il prononcé son discours que l'ancien ministre du Budget annonçait sa candidature aux prochaines législatives, en Lot-et-Garonne. Pour regarder les électeurs « les yeux dans les yeux » ?

• **Exercice** d'autosatisfaction pour François-Xavier Bellamy lors de son discours postélectoral au siège de LR: « Aujourd'hui, après tant d'épreuves, nous retrouvons un élan... » Passer en cinq ans de 8,5 à 7,2 %, c'est sans doute reculer pour mieux sauter.

• **De François Ruffin** (France 2, 9/6): « Face au RN, il ne reste que la gauche. » Oui, mais laquelle ?

• **La présidente** de l'Assemblée, Yaël Braun-Pivet, est effondrée (France 2, 10/6).



10/6: « J'ai décidé de m'engager parce qu'on allait faire différemment. En bien, ça, c'est raté. » Prendre la décision d'une dissolution surprise, c'est pourtant agir « différemment ».

• **Quatre départements** (Seine-Saint-Denis, Val-de-Marne, Hauts-de-Seine et Paris) de la France métropolitaine n'ont pas mis le RN en tête lors de ces européennes. Non pas, du moins en Ile-de-France !

• **Au Havre**, ville où Edouard Philippe est le maire, le RN arrive en tête, devant la candidate qu'il a ardemment soutenue, Valérie Hayer (27,6 %, contre 15,6 %). A Pau, dont le maire s'appelle François Bayrou, la liste Renaissance (17,2 %) n'arrive que 3^e, derrière le RN (20,5 %) et Glucksmann (20,3 %). Être un allié de Macron n'aide pas à être prophète en son pays.

• **A Nice**, ville où Eric Ciotti est député sortant, la liste LR n'arrive qu'en 6^e position, avec le modeste score de 8,8 %, à peine plus que la moyenne nationale. Pour les municipales, face au frère ennemi Christian Estrosi et au RN (32,3 %), c'est pas gagné.

• **Pour attirer** les électeurs de Perpignan dans les bureaux de vote, relate « l'indépendant » (4/6), quatre salles de cinéma offraient une place pour une achetée « sur présentation d'une carte d'électeur tamponnée du scrutin ». Ce qui n'a pas empêché plus de 46 % des électeurs de se tamponner du scrutin.

• **En République tchèque**, la formation d'extrême droite Serment et Automobilistes (sic) a créé la surprise (« Le Monde », 11/6). Son programme: supprimer l'interdiction des moteurs thermiques, prélever par l'UE en 2035. Son leader: un ancien pilote de course photographié en nazi. Résultat: deux sièges. Le deuxième, c'est la place du mort ?

• **De l'impact** de la guerre au Proche-Orient sur le vote des Français de l'étranger: Marion Maréchal réunit 46,5 % des voix à Tel-Aviv, suivie par Bellamy, à 31,8 %. Ordre inverse à Jérusalem: la première fait 30,3 % et le deuxième 44,9 %. L'échiquier politique français, c'est si simple que l'Orient compliqué !

• **La liste LFI**, menée par Marion Aubry, est arrivée en tête à Istanbul (27 %) et, par impressionnant, à Alger (63,3 %), ou Dakar (34,3 %), et même à Dubaï (25,7 %). A cause de la tête de Turc Mélenchon ? Un score qui s'explique plutôt par le soutien apporté par les insoumis à la cause palestinienne.

• **Le RN** réalise son meilleur score régional en Corse, avec plus de 40 % des voix. Si on y ajoute les 8,4 % obtenus par Zemmour et son orchestre, l'ex-

trême droite est quasi majoritaire sur l'île. On comprend pourquoi Bardella n'est pas favorable à l'autonomie de la Corse...

• **En Nouvelle-Calédonie**, seuls 13 % des inscrits se sont déplacés, soit moins de 30 000 électeurs sur plus de 222 000. Mention spéciale pour Pouébo, un bourg situé à l'extrême nord du Gaillon, où l'abstention a atteint 99,8 % ! Les trois électeurs qui ont voté ont chacun choisi une liste de gauche différente. C'est beau, le pluralisme tropical.

• **A Paris**, Marion Maréchal peut se consoler de son faible score national (5,5 %) avec des résultats pétaradants dans deux des arrondissements les plus chics

de la capitale. Sa liste totalise 10,38 % des voix dans le VII^e et 13,95 % dans le XVI^e. Elle y devance son rival Bardella. Les beaux quartiers ne le trouvent pas assez classieux ?

• **A l'origine** d'un vibrant appel à l'unité des « insoumis, écologistes, communistes, socialistes, Génération.s », le député LFI François Ruffin est immédiatement passé aux travaux pratiques. Il a posté, le 10 juin, un tweet reprenant ce mot d'ordre, mais, cette fois, sans citer les socialistes. L'union est un combat contre soi-même...

MACRON BTP

- ABATTAGE DE CLOISONS POLITIQUES
- BARRAGES & PONTS À L'EXTRÊME DROITE
- DÉMOLITION DE PLAFONDS DE VERRE



Macron dissout aussi les Jeux olympiques

L'ASSEMBLÉE NATIONALE, avant qu'elle soit dissoute, avait prévu de passer ses travaux le 11 juillet, abrégant ainsi d'une ou deux semaines l'habituelle session extraordinaire d'été. Motif : les Jeux olympiques, la parade d'ouverture sur la Seine et le périmètre de sécurité qui sera mis en place dès le 12 juillet.

Situé au bord du fleuve, le Palais-Bourbon se trouve en zone rouge.

Mais, avec la dissolution et les élections législatives, qui se tiendront les 30 juin et 7 juillet, l'installation de la nouvelle Assemblée va directement percuter les JO. L'article 12 de la Constitution prévoit que l'Assemblée nationale nouvellement élue à la suite d'une dissolution « se réunisse de plein droit à compter du deuxième jeudi suivant son élection, une session de droit de quinze jours étant ouverte ». Le calcul est vite fait : les députés feront leur rentrée le 18 juillet, pile-plein le jour de l'entrée en vigueur des mesures de sécurité et des fameux QR Codes. Et ils pourront siéger jusqu'au 1^{er} août, en plein pendant les Jeux.

Même si aucun projet de loi n'est présenté ni aucun texte discuté, il faut en effet deux semaines pour que les groupes parlementaires se forment et constituent leur bureau pour installer les commissions permanentes et, surtout, pour élire le ou la nouvelle présidente de l'Assemblée. Quelqu'un qui aura l'athlète de l'emploi ?

Autant de sujets, basement matériels qui n'ont sans doute pas effleuré Macron lorsqu'il a appuyé sur le bouton de la dissolution. « Pour ça, il aurait fallu s'intéresser au Parlement », grince un conseiller « dissous » de l'Assemblée.

Tout ça sans compter la formation du nouveau gouvernement et les interrogations sur le nom du futur ministre de l'Intérieur, chargé des menus problèmes de sécurité. C'était bien la peine d'expliquer pendant des mois que tout allait s'arrêter en période de Jeux et que tout devait tourner autour de cet événement, qui « n'arrive qu'une fois par siècle ». Moins souvent, en effet, que les dissolutions...



On vous l'avait bien dit...

Si, dimanche soir, l'annonce de la dissolution a pris tout le monde de court, elle aura moins surpris les lecteurs attentifs du « Canard », qui, dans son édition du 29 mai, s'était fait l'écho de cette hypothèse. C'était François Bayrou qui plaçait alors en ces mots, sur le thème : « On ne peut pas rester les bras ballants ni les deux pieds dans le même sabot ».

Deux mois et demi plus tôt, le Palimède avait rapporté cet avertissement de Macron lancé en Conseil des ministres, le 6 mars : réclamant des membres du gouvernement qu'ils « [s'] investissent dans la cam-

pagne », il avait ajouté : « Si on finit à 12 points du RN (...), il n'y en a qu'un qui est sûr d'être autour de cette table après les européennes, c'est moi ».

Il va finir par se retrouver tout seul !

A la dernière minute

C'est donc dans l'après-midi du dimanche 9 juin qu'Emmanuel Macron a décidé de dissoudre l'Assemblée nationale. « C'est risqué, mais c'était ça ou mourir à petit feu », explique l'un de ses visiteurs réguliers, qui plaçait depuis plusieurs semaines pour une dissolution.

Mais, si l'idée trotte dans un coin de la tête du Président, Macron espérait encore ne pas y recourir. « Il est resté jusqu'au bout très optimiste sur le résultat des européennes, raconte cet interlocuteur. Il nous disait : "Vous verrez, on fera plus que ce que disent les sondages." Il envisageait même un score supérieur à 20 % pour la liste Hayer.

Voilà ce que c'est, ce que de ne pas croire les sondages !



La victoire en claironnant

Nouvelle réunion à l'Elysée, vers 22h30, cette fois, avec l'ensemble des ministres. Macron salue le « courage » de Valérie Hayer, ainsi que l'« implication du Premier ministre et de certains [ministres] ». Un « certains » qui donne des sueurs froides aux « autres ».

Avant même que coure la rumeur d'un ralliement de Ciotti au RN, l'encore président de LR avait déjà subi, lundi matin lors d'une réunion en visio des députés LR, les tirs croisés de ses opposants. Notamment ceux d'Aurélien Pradié, qui a mis la nouvelle défaite de LR aux européennes sur le compte d'une « absence de leadership interne ». Piqué au vif, Ciotti s'est-illico défilé : « Peut-

être que ça se serait mieux passé si Pradié avait été élu chef du parti... ».

Depuis, Larcher, Marleix et quelques autres ont demandé la démission de Ciotti... Si celui-ci semblait un peu isolé mardi, après son coup d'éclat, il n'est pourtant pas seul. Le président des Jeunes Républicains, Guillaume Carayon, qui a échoué à se faire élire député européen dimanche, a lui aussi fait ami-ami avec le RN pour décrocher une investiture dans le Tarn, où son père, Bernard, a longtemps été député.

Wauquiez résiste

Même son protecteur, Laurence Wauquiez, a fini par lâcher Eric Ciotti. « Il n'y a aucun avenir pour les combinaisons d'appareil », clingait-il sur X une heure avant l'intervention du Niois. L'ex-patron de LR a décidé de se présenter en Haute-Loire, quitte à renoncer à sa présidence de région. C'est dire si l'heure est grave.

Devant le fait accompli

Gérard Larcher a été « consulté » (lire encadré ci-contre), comme la Constitution l'exige, par Macron sur la dissolution.

En fait de « consultation », a raconté le président du Sénat vingt-quatre heures plus tard en Conférence des présidents, « j'ai eu un coup de fil du chef de l'Etat pour "m'informer" qu'il allait dissoudre. Je n'ai pu qu'en prendre acte ». Larcher, afin qu'il y ait « une trace » de cette conversation, en a fait consigner le contenu dans les archives du Sénat.

L'Histoire jugera.

La victoire en claironnant

Après son entretien avec Yael Braun-Pivet, Macron a raconté à ses conseillers que celle-ci lui avait proposé, plutôt que de dissoudre l'Assemblée, de la nommer Première ministre...

« Je maîtrise bien l'Assemblée et j'ai de bons contacts avec Gérard Larcher », a-t-elle plaidé. L'histoire a vite fait le tour des ministres et dirigeants de la majorité, qui s'en sont gargarisés, les occasions de rire n'étant pas si nombreuses.

Yael Braun-Pivet explique, quant à elle, qu'elle a proposé à Macron la constitution d'un gouvernement de coalition, ce que le Président a jugé « impossible ».

Surtout s'il était dirigé par Braun-Pivet ?

La victoire en claironnant

Macron expose ensuite la manière dont il envisage la campagne législative : ce sera tout le contraire de la campagne européenne. « Je ne vous demande pas de faire des déjeuners presse, je vous demande de faire campagne, lance-t-il à ses troupes. Les ambitions individuelles sont légitimes, mais le temps viendra plus tard ».

Le chef de campagne a d'ailleurs demandé à la plupart de ses ministres d'être candidats, y compris à ceux qui ne sont pas des députés sortants, comme Eric Dupond-Moretti, Stéphane Séjourné et Bruno Le Maire.

EUROPÉENNES : LA GUEULE DE BOIS CHEZ LFI

C'EST PAS À CAUSE DES RÉSULTATS, C'EST À CAUSE DU RETOUR DE MÉLENCHON



Domage que ce dernier ait renoncé à se représenter en 2022 dans l'Eure et laissé la place à un député RN...

Trahison

Le patron « dissous » des députés Renaissance, Sylvain Maillard, a vidé son sac, lundi 10 juin dans l'après-midi, devant le secrétaire général de l'Elysée, Alexis Kohler : « Les députés se sentent totalement trahis, ils ne veulent pas faire campagne sur le nom de Macron mais sur celui de Gabriel Attal ! ».

Et de poursuivre, devant les autres présidents de groupe parlementaire de la majorité : « Les députés ont l'impression d'être des fusibles, vous ne comprenez pas le Parlement. Un « vous » qui visait directement Macron.

Il en a remis une couche, quelques heures plus tard, devant ses proches : « Je suis chef d'entreprise et je n'ai jamais dû faire face à une telle situation. Car je vais devoir envoyer 600 conseillers parlementaires au chômage ».

Sans même attendre la réforme de l'assurance-chômage ?

Faure efface Glucksmann

Olivier Faure a réuni une première fois la direction du PS dès dimanche soir, histoire de plaider pour un nouvel accord façon Nupes. « Il faut faire l'union, le fascisme est à nos portes », s'est enflammé le premier secrétaire.

Qui s'est épuisé dans la foulée, de relativiser le score de Raphaël Glucksmann : « Les macronistes qui ont voté pour sa liste vont retourner chez Macron par peur du RN. Les 13 % qu'on a obtenus ne valent donc pas 13 % mais environ 10 % ». Et de lancer : « Avec la dissolution, le résultat de Glucksmann est effacé ! ».

A se demander si Macron n'a pas dissous rien que pour ça.

Délires au PS

Aussitôt, une vive discussion s'engage entre éléphanteaux socialistes : C'est le maire de Marseille, Benoît Payan, qui est monté au créneau face à Faure : « Il ne faut pas avoir peur de Mélenchon... C'est nous qui sommes majoritaires à gauche. Donc, si accord il y a, il doit être à nos conditions ».

Le premier secrétaire plaide alors pour « aller vite ». « On peut faire plus de 200 députés et être majoritaires ! » s'emballe le député sortant du Calvados, Arthur Delaporte. « Tu déliras ! » lui lancent des camarades.

Quant à Jérôme Guedj, qui a subi des attaques de son ancien camarade Mélenchon sur ses origines juives, il s'oppose farouchement à un retour de la Nupes : « Comment veux-tu que je m'allie avec les Thomas Portes, Améric Caron, David Guiraud et tous ces gens qui m'ont attaqué avec des relents antisémites ? ».

Et, la cause de l'union, qu'est-ce qu'il en fait ?

Le fou de l'Elysée

Le député européen PS réélu sur la liste Glucksmann, Christophe Clergeau, ne mâchait pas ses mots, lui non plus, en marge de la soirée électorale à La Belle-Villoise :

« Ce qu'a décidé Macron ce soir est une folie, un acte d'irresponsabilité qui met en danger les institutions mêmes de la République ! Il est si obsédé par son duel avec Marine Le Pen qu'il nous enfonce de nouveau dedans, pour le pire... ».

Et de donner le coup de grâce : « Comme le dit Olivier Faure, Macron n'est pas un barrage contre le RN, c'est une passerelle... ».

Et Faure, un passe-plat de LFI ?

Du «combustible» pour l'extrême droite à Strasbourg

CERTAINS, au Parlement européen, dans les rangs de l'extrême droite, se frottent les mains depuis l'annonce de la dissolution en France. Celle-ci pourrait en effet avoir des répercussions jusqu'à Strasbourg, explique un cadre du groupe Identité & Démocratie (ID), où siège le RN.

Selon lui, Emmanuel Macron est le « combustible » inespéré pour « anticiper la réconciliation entre la tante et la nièce » (Marine Le Pen et Marion Maréchal) et accélérer la « fusion » entre les deux groupes d'extrême droite au Parlement européen, les nationalistes d'ID et les sou-

minimales

● Joe Biden, lors des commémorations du débarquement en Normandie (« Le Figaro », 7/6), a livré un vibrant plaidoyer en faveur de l'OTAN, « la plus grande alliance » dans l'histoire de l'humanité. Celle dont Macron disait en 2019 qu'elle était en état de « mort cérébrale » ?

● Réponse pincée d'Emmanuel Macron à Anne-Sophie Lapiex (France 2, 6/6), qui lui demandait s'il n'était pas censé faire baisser l'extrême droite : « C'est ce que je suis en train de faire, en parlant, en essayant de convaincre... » Et en lui ouvrant les portes de Matignon ?

● Jusqu'au bout, Gabriel Attal aura vanté les mérites de sa tête de liste : Valérie (Hayer), a-t-il lancé le 7 juin dans la Mayenne, c'est des racines et des ailes. « Disons qu'elle a plus pris racine qu'elle ne s'est envolée électoralement... »

● Rare prise de parole de François Fillon, sur X (7/6) : « J'ai beaucoup respecté pour François Xavier Bellamy qui a montré dans cette campagne une rigueur, une sincérité et une cohérence qu'aucun autre candidat n'a égales. » Parole d'expert.

● Visionnaire, Laurent Wauquiez, qui, deux jours avant les élections, confiait au « Figaro » (7/6) avoir décidé « un trépas » dans la fin de campagne de Bellamy. Sacré flair !

● Sarko a été lapidaire au sujet de même Laurent Wauquiez (le « JDD », 9/6) : « On ne fait pas de politique pour rechercher le silence. Vous aurez tout le temps d'en profiter au cimetière. » C'est ce qu'on appelle un enterrement de première classe.

● Toujours à propos de Wauquiez, décidément source d'inspiration, ce trait assassin d'un de ses petits camarades, hélas anonyme (le « JDD », 9/6) : « Si vous n'avez besoin de rien, vous pouvez toujours compter sur lui. » C'est déjà mieux que rien.

● Des sollicitations loufoques, Carla Bruni-Sarkozy en a connu lorsqu'elle était première dame (« Vanity Fair », 6/6) : « On me disait : "Dites au Président qu'il

A quel Sein se vouer ?

L'ÉLYSÉE a confirmé, le 10 juin, la venue d'Emmanuel Macron sur l'île de Sein pour l'anniversaire de l'appel du 18 juin 1940. L'extrême droite vient pourtant d'y enregistrer un score jamais atteint : 20,92 % pour le RN, et 3,27 % pour Reconquête!, devant la liste présidentielle, à 18,95 %, et pas loin derrière la gauche de Raphaël Glucksmann, à 23,53 %. « De Gaulle et les anciens doivent se retourner dans leur tombe. Nous sommes passés du côté obscur », soupire un Sénateur.

Qu'elle semble loin, l'époque où les habitants de cette île bretonne avançaient l'horloge de la cérémonie du 18-juin pour empêcher Marine Le Pen d'y assister... C'était il y a quatre ans seulement. Cette année, Jordan Bardella pourrait bien être tenté de pointer le bout de son nez et de voler la vedette au Président. En quatre ans, la progression du RN dans cette commune Compagnon de la Libération s'expliquerait en partie par un ras-le-bol de la « politique européenne et ses contraintes », notamment en termes de pêche, assure un illien.

En 1960, après avoir inauguré le monument aux morts dédié aux Forces françaises libres, de Gaulle avait demandé à la maire, Marguerite Kerloch, ce qu'il pouvait faire pour Sein. Réponse : « L'électricité, mon général ! » Le veuf fut satisfait, et les insulaires s'en souviennent encore. Devant l'urne, dimanche, un des 243 électeurs a demandé au maire de lui donner un bulletin : « De Gaulle », avant de lancer : « Bon, alors donne-moi celui pour Chaban ! ».

Fermez le ban...



Et Hidalgo se mit à rêver...

DONNÉS morts et enterrés ces derniers mois, Anne Hidalgo et les socialistes parisiens se sont crus ressuscités au soir du scrutin. La gauche est sortie majoritaire dans 13 arrondissements sur 20, et la liste Glucksmann est arrivée en tête dans 9 d'entre eux, totalisant 22,86 % des voix. De quoi aiguiser les appétits des camarades pour les législatives.

Le parti, qui a la plus aucun député dans la capitale, s'imagine déjà récupérer la circonscription des IIF et X^e arrondissements, que leur avait piqué le Vert Julien Bayou en 2022. Coup de chance : l'ancien leader écolo, qui est accusé de harcèlement psychologique, ne devrait pas être reconduit par ses amis, ce qui laisserait son siège disponible.

Les sociaux guignaient également les « circons » de deux macronistes de choc : celle de Stanislas Guérini, le ministre de la Fonction publique (XVII^e et XVIII^e arrondissements) et celle de Clément Beaune, ministre des Transports (IV^e et une partie du XI^e et du XII^e).

Ce plan de reconquête présente juste un défaut : pour espérer grappiller quelques sièges, le PS doit d'abord compter sur la bonne volonté de LFI, qui se pose, ces dernières années, en opposant irréductible d'Anne Hidalgo. Or les Insoumis, avec 16,76 % des voix dans la capitale, détiennent la clé du prochain scrutin. A gauche, la saison des cros-en-jambe n'est sans doute pas close...



Ces hauts fonctionnaires qui piaffent pour rallier Le Pen

"Il n'y a pas que des Jean Moulin dans l'administration", dit-on au RN, où l'on se félicite d'enregistrer les premiers ralliements.

GRANDS CRUS, robes de cocktail et photos de groupe... Il flotte un parfum vieille France, dimanche 9 juin, à la garden-party électorale de Jordan Bardella. Dans le coquillage de la villa de la rue de la Chapelle, à Paris, l'extrême droite lepéniste a convié 300 sympathisants triés sur le volet pour célébrer son sacre européen.

Accueillis par Marine Le Pen en personne, ces chameaux sur leur 31 ont touché le jackpot et le super-jackpot : la victoire dans les urnes, une dissolution et... la perspective imminente d'investitures pour les législatives.

Parmi les visages radieux, de jeunes diplômés BCBG et encartés au Rassemblement national de la jeunesse, mais aussi, et surtout, des hauts fonctionnaires, bien décidés à sortir de l'anonymat et à endosser l'étiquette brune le 30 juin et 7 juillet, suivant la voie fraîchement tracée par l'ancien commissaire de police Matthieu Valet ou l'ex-patron de Frontex Fabrice Leggeri, tous deux élus eurodéputés dimanche.

La coupe est pleine

Au sein de cet aréopage de saint-cyriens et de haut gradés paraissent quelques-uns des ralliés du grand « plan Matignon », crânement survendu à la presse par Philippe Olivier, le beau-frère de Marine Le Pen. Sur la terrasse du Pavillon, entre deux plateaux de petits fours, l'ancien capitaine de gendarmerie Hervé Moreau déplore le « laxisme de ces juges qui ont renié leur serment de magistrat ».

Le procès, prévu en septembre, pour soupçons d'emplois fictifs, où plusieurs responsables du parti, la famille Le Pen en tête, seront sur le banc des accusés, est balayé d'un revers de main : « Après ce soir, on n'a plus peur de rien. Je crois en la vertu de Marine Le Pen ». Blâmé par la ministre des Armées Florence Parly, en 2021, pour avoir soutenu la « tribune des généraux » publiée dans l'hebdo d'extrême droite « Valeurs actuelles », Moreau espère être investi en Bourgogne pour les législatives.

La soirée avançant, le champagne Senez coule à flots et les langues se délient. Un téléphone dans chaque main, le jeune député de l'Hérault Aurélien Lopez-Liguori papillonne de groupe en groupe en s'exaltant : « Ça fait un an et demi qu'on se prépare à cette dissolution ! Depuis la première motion de censure, en fait. » Dix-huit mois durant lesquels des cadres RN comme Edwige Diaz ou



Sébastien Chenu sont allés chercher leurs futures recrues dans les administrations douanières, pénitentiaires et dans d'autres secteurs en colère. « Ils seront nombreux à aller à la soupe, après un compère historique de Jean-Marie Le Pen. Il n'y a pas que des Jean Moulin dans la haute administration. » Vive les collabos ! On ne se refait pas, chez les lepénistes...

Thierry Perez, cadre dans la fonction publique territoriale, s'est vu promettre une circonscription nord-est-iroise. « Il faut qu'on arrête de penser que la France se dirige depuis des bureaux à Paris », pontifie-t-il, avant de se replonger dans une grande discussion sur les réfugiés. « Ils ont droit à l'aide juridictionnelle payée par nos impôts, on se demande d'où vient une idée pareille. C'est infantile. »

Un peu plus loin, un agent douanier

chante les louanges d'une « double frontière » – autour de l'UE et entre pays européens – chère au RN. Il rêve de voir proposer une circonscription en Seine-et-Marne.

L'extrême droite lepéniste n'investira pas 577 hauts fonctionnaires, mais elle mise sur quelques prises stratégiques pour saturer la très courte campagne électorale ouverte le 11 juin... et éclipser ainsi des investitures moins glorieuses.

Dans un coin, Jérôme Sainte-Marie, le sondeur préféré des fachos, observe discrètement tout ce petit monde qui s'écroule. Il sourit : « Cela devrait bien se passer pour les législatives ! »

Avant d'ajouter, un brin moins optimiste : « Pour gouverner, en revanche, ce sera très, très dur. »

Charlotte Cieslinski

Un châtelain au RN

FRANÇOIS DURVYE a toujours démenti avoir le moindre lien avec le Rassemblement national. Dimanche soir, pourtant, il se trouvait bien parmi les conseillers qui se pressaient dans la *war room* de Marine Le Pen et Jordan Bardella, au Pavillon Chenaie du Roy du bois de Vincennes, où les lepénistes organisaient leur soirée électorale.

Formé à Polytechnique, le Versaillais est le bras droit du milliardaire catholique Pierre-Edouard Stérin, un « patriote » exilé fiscal en Belgique, qui veut racheter l'hebdomadaire « Marianne ». Durvy est le directeur général de son fonds d'investissement, Otiom Capital. Il se trouve aussi à la tête d'un start-up de vente de châteaux, Prosper, qui entend « réinventer la vie de châtelain ». C'est dans son manoir en Normandie, que Marine Le Pen avait préparé son débat de l'entre-deux-tours de 2022 avec Macron (« Libération », 26/2).

Depuis au moins trois ans, Durvy participe au groupe des Horaces, ces hauts fonctionnaires qui chuchotent à l'oreille de Le Pen et lui font lisser son programme.

Un futur ministre ?

Les vainqueurs fin prêts pour... leur procès

LA SOIRÉE électorale de dimanche a été marquée par un regrettable oubli. Aucun commentateur n'a rappelé que le parti qui venait de triompher aux élections européennes est le même que celui qui a rendez-vous au tribunal, le 30 septembre prochain, pour avoir détourné près de 7 millions d'euros de fonds publics du... Parlement européen.

Le RN et 27 de ses vedettes – la famille Le Pen en tête – sont poursuivis dans la fameuse affaire des emplois bidon d'assistants parlementaires, grassement payés par l'Europe entre 2004 et 2016 alors qu'ils bossaient en réalité pour le parti. Parcourir les 155 pages de l'ordonnance de renvoi vaut le détour.

Championne toutes catégories de l'embauche de collaborateurs imaginaires, l'ex-députée européenne Marine Le Pen a enrichi cinq de ses proches. Un coquet détournement évalué à 485 000 euros. Durant l'enquête, celle qui compte se représenter aux législatives dans le Pas-de-Calais, et vise l'Elysée pour la suite, avait déclaré aux juges sans sourcil : « Oui, un assistant parlementaire peut travailler pour un député qu'il n'a jamais rencontré. » Fortiche !

fait, ça serait pas plus simple de faire un contrat Front ? C'est pas risqué que Marine me prenne sur elle ? Tu sais que le secret n'existe pas chez nous. » La preuve...

N'oublions pas le cas de Jean-Marie Le Pen, accusé d'avoir été l'un des grands manitous de la fraude en rémunérant comme assistant parlementaire son chauffeur, lequel « ne savait pratiquement pas écrire ». Las ! capable de voter dimanche dernier (lire p. 8), papi Le Pen le serait moins pour assister à son procès. Saisie par ses filles, la justice doit décider, le 3 juillet, s'il en a les facultés ou non...

Le téléphone pleure

Au premier rang des prévenus au procès de septembre, Catherine Griset, ex-belle sœur et ex-chef de cabinet de Marine au FN, a été élue dimanche en 14^e position sur la liste de Bardella. Assistante à Strasbourg pour un temps partiel payé 4 472 euros mensuels, elle n'a passé (son badge l'atteste) que douze heures au Parlement européen en deux ans, contre quinze à vingt-deux jours par mois au siège du FN. Cette macrinienne avait livré une explication :

pour entrer au Parlement européen, elle « passait par le parking ». Bizarrement, les juges ont vérifié et ne l'ont pas crue.

Enfin, Julien Odoul, actuel député RN de l'Yonne, sera candidat à sa réélection en juillet. Au milieu des années 2010, l'homme était un conseiller spécial du FN assidu et faisait croire qu'il bossait dur à l'UE... pour une parlementaire avec laquelle il a eu « deux communications téléphoniques » en deux ans. A propos de cet as, une frontiste a lâché en audition : « En avril 2015, je suis dans mon bureau à Strasbourg pour la plénière et j'entends pleurer la députée Mylène Troszczynski, qui me dit : 'Je ne savais pas, j'ai fait confiance, on m'a dit de signer un contrat mais je sais pas qui est Julien Odoul, ni à quoi il ressemble.' »

Vivement le mois de septembre au tribunal de Paris pour que la justice soit rendue : le RN y tient. On a envie de remettre le pays en ordre, que ce soit la fin du laxisme judiciaire... a déclaré Laure Lavalette, la porte-parole de Bardella (France Inter, 10/6).

Si elle le dit...

Marine Babonneau et Christophe Nobili

Prime à la casserole

Dans la famille Le Pen, la sœur Yann a elle aussi ravi les enquêteurs. Rémunérée pendant plus de cinq ans entre 4876 euros et 5 050 euros par mois au service, prétendument, de Bruno Gollnisch, la frangine de Marine – et maman de Marion Maréchal – a fini par l'avouer : « Je n'ai jamais bossé sur un dossier politique européen, je n'en ai pas les compétences, et cela ne m'a jamais été demandé. » Glop ! Il faut dire que la malheureuse avait été trahie par l'un de ses mails : « Au

BARDELLA INTÈGRE PEU À PEU LA FONCTION



La gauche annonce la dissolution de Mélenchon

L'UNION sans Mélenchon ! En 24 heures, Insoumis, socialistes, écolos et communistes sont parvenus à un accord électoral minimal : des candidatures communes dans les 577 circonscriptions. Voilà pour les apparences. Mais, en coulisses, c'est une autre bagarre qui se joue : éliminer l'ancien candidat à la présidentielle, Olivier Faure (PS), Marine Tondelier (EELV) et Fabien Roussel (PCF) s'y emploient depuis plusieurs mois, avec quelques frondeurs

Insoumis, comme Alexis Corbière, François Ruffin ou Clémentine Autain. Une opération qui s'est accélérée après qu'un sondage a estimé que l'antisémitisme en France était « résiduel ».

Résultat, comme le fait remarquer le numéro un du PCF : « Jean-Luc Mélenchon n'était pas dans les discussions. Nous sommes en train de construire autre chose sans lui. » Olivier Faure, son homologue socialiste, estime qu'il n'y a pas de logique à ce que

Mélenchon soit le candidat pour la présidentielle de 2027. Ni même pour Matignon, affirme Raphaël Glucksmann, qui revendique d'incarner « un nouvel espace politique » à lui tout seul et plaide pour que Laurent Berger devienne Premier ministre. Personne ne lui a dit que l'ex-secrétaire général de la CFDT, reconvoité dans la banque, ne voulait pas entrer en politique ?

Frondeurs populaires

Mélenchon, qui en a vu d'autres, avait pourtant préparé son coup pour rester au centre du jeu. Tout était prêt pour la « bordérisation » du scrutin. Dès le milieu de la journée du 9 juin, les cadres de La France insoumise commencent à se répandre sur les réseaux sociaux la

rumeur d'une fraude électorale massive. Manuel Bompard, le patron en second de LFI, invitait les électeurs à « être vigilants » et à « aller voter à 10 heures ». Pas de chance ! Mélenchon s'est fait griller la politesse par Macron. L'annonce soudaine de la dissolution de l'Assemblée l'a empêché d'aller au bout de cette stratégie de contestation des institutions.

Cette bataille perdue ne l'empêche pas de remonter au front. Objectif, désormais : sauver sa peau. Avec pour arme principale son blog. L'ancien lambertiste y pousse l'« agitation médiatique » et les gesticulations fractionnistes de l'après-vote. Si la gauche a limité la casse lors des européennes, c'est grâce

à sa pomme et à personne d'autre, insiste-t-il, soulignant les « progrès de mobilisation géographique et démographique acquis par l'action de LFI ». C'est bien simple, « quelle que soit l'élection à venir, LFI est en force ». Et Mélenchon est son seul et unique leader.

Déjà en lice pour 2027, il ne veut voir qu'une tête : la sienne. Les Ruffin, Autain et autres prétendants au leadership des gauches sont prévenus. « Il est prêt à faire la peau de des Insoumis opposés à la direction », craint l'une de ses victimes potentielles. « Il peut monter des candidatures contre les uns et les autres », redoute une autre.

La bordérisation au risque de la bardellisation de...

Didier Hassoux

Netanyahu au secours de Mélenchon

L'E « VOTE GAZA » en faveur de la liste l'effacement à plein dans nombre de quartiers populaires. Le phénomène est notamment marqué en Seine-Saint-Denis, où LFI a dépassé la barre des 50 % dans une petite dizaine de villes – avec une pointe à 58,1 % à La Courneuve.

Mais aussi dans les Yvelines : aux Mureaux, le score des Insoumis a atteint 70 % dans certains bureaux de la cité de la Vigne-Blanche ;

record battu à Mantes-la-Jolie, où le liste macroniste a rassemblé jusqu'à 83 % des suffrages dans certains secteurs du Val-Fourré, quartier accueillant une importante population d'origine marocaine. Ces scores astronomiques se combinent avec une participation très basse, qui n'a guère dépassé le quart des inscrits dans la plupart des secteurs concernés. Jean-Luc Mélenchon peut adresser un grand merci à Benjamin Netanyahu...



Gros fours et buffets froids

LA MAISON DE LA MUTUALITÉ s'est déjà vidée de moitié quand la macroniste Valérie Hayer monte au pupitre à 22 heures. Il faut dire que le public vient de prendre coup sur coup deux douches froides : le score de la majorité présidentielle et l'annonce de la dissolution. La salle stupéfaite fait « ouh ! » puis applaudit mollement. Sur une chaise, une dame regarde l'écran géant. « Mais qu'est-ce qui nous arrive ? Ça veut dire que l'Ukraine va perdre ? » Embêtée, elle ajoute : « Je ne vous donne pas mon nom, mes amis me croient à la soirée Glucksmann. »

A quelques minutes des premiers résultats, les Insoumis, réunis à la Rotonde de Stalingrad (XIX^e), énumèrent les irrégularités censurées constatées dans les bureaux de vote. « De quoi légitimer une commission d'enquête parlementaire sur l'organisation des élections », explique Louis Boyard, député du Val-de-Marne. À 19 heures, une seule estimation lui avait donné la banane : il ne lui manquait que

15 000 guignasses pour dépasser le million d'abonnés sur TikTok ! A 20 heures, la perspective d'une 4^e place de Manon Aubry fait exploser les militants de joie. Un seul tire la troncne : « Bon... Le RN est quand même à 32 %... Mais chut ! pas de place pour les rabat-joie. On préfère se moquer du discours de Glucksmann : 'Ce mec est sportif, tu peux pas l'écouter plus de deux minutes', tacle une militante. »

Têtes d'enterrement

Dans la salle surchauffée de la Bellevilloise (XX^e arrondissement) où sont réunis les supporters du candidat socialiste, c'est une explosion de joie qui salue son score.

Quand Bardella apparaît à l'écran, l'assistance scande : « Fasciste ! Casse-toi ! » Une demi-heure plus tard, l'annonce présidentielle de la dissolution arrache un cri de détresse aux militants. Sur la terrasse, Raphaël Glucksmann fustige cette « tache

sur le quinquennat » de Macron, « une de plus ». Quand Zemmour parle à la télévision, les jeunes militants, chauffés à blanc, clament : « Siamo tutti antifascisti ! » Une soixantaine d'entre eux partent spontanément en cortège pour rallier la place de la République et rejoindre le rassemblement des jeunes de gauche, criant à pleine poumon : « Bardella, t'es foutu, la jeunesse et dans la rue ! » Mais, arrivés à République, ils sont hûés par les macronistes. L'unité et le Front populaire... c'est pas encore gagné !

Il est bientôt 20 heures. L'exécutif des Verts est retranché dans son QG du X^e arrondissement... Marie Toussaint fait une tête d'enterrement. Elle appelle à la « réinvention de l'écologie politique » et à « sortir des logiques groupusculaires ». Macron parle. L'écran de télé devient flou... puis s'éteint soudain. Personne n'a entendu que le chef de l'Etat venait de convoquer des élections législatives.

Du pluralisme selon CNews

SUR CNEWS, la soirée électorale du dimanche 9 juin a tenu toutes ses promesses. Pour commenter les résultats, à 20 heures, trois étoiles de la galaxie Bollaré brillent de mille feux : Geoffrey Lejeune, ex-directeur de la rédaction de « Valeurs actuelles », désormais à la tête du « Journal du dimanche » ; Louis de Ragueneil, le chef du service politique d'Europe 1 ; et l'avocat Gilles-William Goldnadel, partisan revendiqué d'une « droite souverainiste ». Ben mon cocher !

Aucun représentant de gauche parmi les trois premiers invités politiques : l'eurodéputé RN tout juste élu Matthieu Valet, la députée LR Annie Genevard et sa collègue macroniste Maud Bregnon, qui, deux semaines plus tôt, avait déclaré, sur le même plateau, qu'il existait « parfois » en France « un lien entre insécurité et immigration ». Cela méritait bien une nouvelle invitation sur CNews !

Geoffrey Lejeune s'adresse aux trois élus présents : « Je vous certifie que, sur le fond, vous êtes d'accord sur l'essentiel (...). Un des sujets que nous avons à l'avenir, c'est de vous unir. Et j'ajoute Reconquête ! (le parti d'Eric Zemmour), ils existent dans cet écosystème. »

« Bien sûr ! » approuve la présentatrice, Laurence Ferrari.

À 20h15, la prise de parole de Raphaël Glucksmann (Place publique-PS), pourtant troisième homme de l'élection, est boudée sur CNews. La chaîne n'en retransmettra qu'un extrait de 39 secondes, une vingtaine de minutes plus tard.

À 20h48, le candidat zemmouriste Stanislas Rigault débarque sur le plateau, accueilli comme il se doit par Lejeune : « Reconquête !

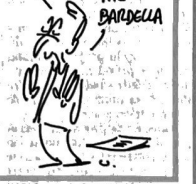
va probablement avoir des élus. En tout cas, je vous le souhaite, Stanislas. L'union des droites, c'est pas du passé, c'est du futur ! Quel sens de la formule !

Il faut attendre 21h24 pour qu'un premier élu de gauche soit invité à participer aux échanges, en la personne de Paul Vannier, député LFI. Une heure plus tard, le discours d'Eric Zemmour est retransmis en direct et dans son intégralité, pendant dix minutes. Pour bénéficier de la même faveur, Glucksmann n'avait qu'à récolter 5,5 % des voix (il en a 14,6 %).

Tout au long de la soirée, les mots d'« extrême droite » seront soigneusement bannis. « Les droites peuvent-elles s'unir ? » tel est le « bandeau » proposé par CNews au bas de l'écran après l'annonce présidentielle de la dissolution de l'Assemblée.

Commentaire rassurant d'Alexandre Deveschio, journaliste au « Figaro » et à Europe 1 : « Je suis persuadé que l'union des droites se fera à un moment ou à un autre. » Une chose est sûre : les troupes de Bollaré feront tout pour qu'elle advienne.

Clara Bamberger



L'armée inflige la double peine à ses militaires harcelés

La Grande Muette vire les victimes d'agression sexuelle pour désertion ou raison médicale. Le ministre la rappelle à l'ordre et impose la saisie systématique de la justice.

LICENCIÉE après avoir été violée... Le 17 mars 2023, Lisa (prénom modifié) est sonnée. Par lettre recommandée, le commandant de son régiment l'informe qu'elle est renvoyée de l'armée pour « inaptitude médicale ». Deux mois plus tôt, dans la nuit du 6 au 7 janvier, la jeune pilote de blindé est abusée dans sa caserne par un caporal après une soirée arrosée. Elle porte plainte, et, devant les gendarmes, son agresseur passe aux aveux. Sans attendre son jugement, l'armée le met discrètement à la porte.

La soldate de 19 ans, qui s'est engagée quelques mois auparavant, espère bien, pour sa part, poursuivre sa carrière militaire – son rêve d'enfance. C'était compter sans les hiérarches de l'armée de terre qui manœuvrent pour se débarrasser d'elle. Double peine pour la victime.

Soucieuse de parvenir à ses fins, la hiérarchie militaire multiplie les coups bas. Afin de pouvoir virer Lisa sans avoir à passer devant une commission de réforme, elle commence par prolonger en catimini, et en toute illégalité, sa période d'essai, qui avait pris fin quatre jours après le viol.

La victime découvre le pot aux roses en recevant sa lettre de radiation deux mois et demi plus tard ! La manœuvre est si grossière que, saisie par l'avocat de la jeune fille, la commission des recours oblige les militaires à la réintégrer, le 27 juin. Mais l'armée de terre ne renonce pas.

Balance ton adjudant

Le 23 septembre, Lisa qui, depuis son viol, cumule les arêtes malicieuses, reçoit une lettre recommandée du commandant en second de son régiment. Il l'informe qu'elle est « en situation de désertion » et lui intime l'ordre de se manifester auprès de son commandant d'unité afin de



régulariser sa situation administrative. Sans quoi, lui dit-il, elle fera l'objet d'une « procédure de résiliation de contrat par mesure disciplinaire ». Retour à la case départ !

En arrêt maladie longue durée sans solde (ce qui l'a obligée à retourner vivre chez ses parents), Lisa bataille depuis pour que sa dépression, consécutive à son viol subi dans l'enceinte militaire, soit reconnue comme « blessure de service ». Le dossier se trouve désormais sur le bureau de Sébastien Lecornu, le ministre des Armées.

Le parcours du combattant enduré par Lisa est révélateur de la façon dont la Grande Muette traite ses soldats. Mise en place en 2014 pour lutter contre les agressions et harcèlements sexuels dans les casernes, la cellule Thémis a constaté que, dans 41 % des cas, les victimes étaient virées – soit pour désertion, soit pour raison médicale... L'année

dernière, sur les 226 signalements pour violences sexuelles ou sexistes reçus par Thémis, 59 seulement ont été jugés assez graves pour qu'une

Un rapport non consenti imposé aux généraux

RÉDIGÉ par l'Inspection générale, le rapport sur les violences sexuelles au sein des armées a ébranlé Sébastien Lecornu. Au point que, après en avoir pris connaissance, le ministre a convoqué en visioconférence, le 11 juin, les chefs de corps de l'armée de terre, de la marine et de l'aviation.

Les galonnés ont désormais pour consigne de saisir systématiquement la justice en cas d'agression. Plus que de laver l'uniforme sale en famille ! Jusqu'à maintenant, déplorent les inspecteurs, la hiérarchie se contentait de

enquête soit déclinée. Préoccupés par leur carrière, deux tiers des militaires harcelés ou agressés préféreraient ne pas témoigner. Lecornu a donc réclamé à l'Inspection générale des armées un rapport avec des propositions pour mieux protéger les victimes (lire ci-dessous).

Connaître-t-il un meilleur sort que l'enquête sur le harcèlement (sous toutes ses formes) commandée en 2018 par le comité d'éthique de l'Institut des hautes études de défense nationale ? Jugée trop dérangeante, celle-ci n'a jamais été publiée. Les auteurs du document estimaient pourtant que le nombre de cas de harcèlement entre bidasses représentait au moins le double du chiffre officiel et s'élevaient à « aucune enquête globale anonymisée » n'ait jamais été menée. Pour en finir avec cette omerta, 11 actions avaient été proposées, toutes enterrées avec le rapport.

Si l'armée française, qui compte 21 % de femmes, ne veut pas voir ses rangs se dépeupler, elle a intérêt à déclarer la guerre aux harceleurs. Et à ne pas balancer les victimes avec pertes et fracas !

Odile Benyahia-Kouider et Christophe Labbé

plus souvent d'infliger une sanction disciplinaire sans prendre la peine de saisir le procureur. Les punitions étaient distribuées de manière hétéroclite en fonction du régiment. Désormais, la grille des sanctions sera harmonisée dans toutes les armées.

Le ministre réclame aussi la mise en place d'un vrai suivi des victimes. Un grand nombre d'entre elles sont contraintes de quitter leur unité pour ne pas avoir à côtoyer leurs tourmenteurs, maintenus, eux, à leur poste.

Un comble !



A Grenoble, le son de l'air effraie

MONSIEUR le maire de Grenoble est ravi. Enfin, c'est ce qu'il prétend... La révélation par « Le Canard » (5/6) d'une combine permettant à Eric Piolle de rémunérer son ancienne première adjointe, Elisa Martin, aujourd'hui encore députée LFI, l'a mis en joie. La décision du parquet de Grenoble d'ouvrir une enquête préliminaire pour « concussion » et « recel de ce délit » a suffi à son bonheur. « Ça me semble très sain pour tout le monde », a réagi l'édile écolo. Il devrait attendre le nirvana d'ici à la fin de la semaine. Selon nos informations, les enquêteurs sont en possession d'un enregistrement clandestin attestant, si besoin était, l'existence du deal en question. Cet enregistrement a été effectué le 8 mai dernier au petit matin.

Avant les commémorations de la victoire contre l'Allemagne, Alan Confesson, adjoint au maire, file recarder à sa camarade Elisa Martin dans un bistrot de la ville. Il veut savoir si la rumeur dit vrai, si le maire a bien augmenté le salaire de l'un de ses proches conseillers afin que celui-ci en reverse une partie

(16 800 euros en 36 mois), en liquide et sous le radar du fisc, à son ex-première adjointe. Les deux élus taillent une bavette bien saignante devant le rideau de fer de l'établissement.

« Je voulais clarifier les choses avec Elisa », reconnaît Confesson, qui assure que son interlocutrice – qui a pu donner suite aux sollicitations du Palmipède – lui a « certifié que tout était faux ». Ce n'est pas ce qu'on entend sur la bande, où la députée parle bien des sommes qu'elle a reçues. « Comment il a fait pour me donner autant d'argent ? s'interroge-t-elle à haute voix. Il a été augmenté de combien, le goryon ? » Pas assez, sans doute...

Heureusement, la ville de Grenoble a pris les choses en main. Dans des courriels adressés, le 3 mai, aux cadres de la municipalité et interceptés par « Le Canard », la directrice de la vie institutionnelle (sic) demande à ses interlocuteurs de consacrer d'ici au 15 juin, une heure de leurs prochaines réunions à « une cartographie des risques » d'atteinte à la probité. Il était temps ! Eric Piolle va adorer.

D. H.

Des Mirage pour protéger le ciel et pas plus

L'ARRIVÉE prévue au fin d'année de quelques appareils d'occasion – dont Macron n'a pas voulu préciser le nombre – a fait hurler Poutine, mais c'était pour le principe. Aucune raison pour lui de s'enervier : ces Mirage 2000-5 de défense aérienne, armés de missiles air-air, sont pour mission de jouer à la « police de l'air », sans pratiquer de raids contre des objectifs militaires en Russie. Ils ne sont d'ailleurs pas équipés pour...

Zelensky et les chefs de sa petite aviation lorgnaient depuis longtemps le catalogue de Dassault, et ils avaient fait leur choix. Ce n'était pas des « flics du ciel » qu'ils voulaient, mais des avions d'attaque au sol

– des Mirage 2000-D, appelés parfois les « petits Rafale ». Voilà plus d'un an, en mars puis en septembre 2023, Kiev avait fait savoir à Macron que cette version offensive du Mirage convenait à ses pilotes. Car elle leur permettrait de s'en prendre aux sites militaires que l'armée russe utilise pour mener sa guerre à distance contre les villes et les centres énergétiques ukrainiens.

Des F-16 livrés au compte-gouttes

Pourquoi un tel appétit de Mirage alors que, pour les aviateurs en formation récente, le fait d'avoir deux avions de conception et de logistique différentes (avions français et

avions made in USA) représente une grande difficulté ? Explication : les Ukrainiens ont affaire à une équipe de « pas pressés » – Pays-Bas, Danemark, Belgique, Norvège – qui doivent, en principe, leur livrer cette année et en 2025 un total d'une trentaine de F-16 d'occasion.

Or ces alliés de l'Ukraine prennent leur temps avant de passer à l'acte. Quelques Mirage et quelques dizaines de F-16 ne formeront pas une véritable armée de l'air, mais Kiev est tellement en manque que tout est bon à prendre.

La préférence des Ukrainiens pour un avion offensif a plus qu'embarrassé Macron, qui a refusé de leur fournir une « machine de guerre » comme l'est le Mirage 2000-D. Dès lors, va pour le Mirage défensif. Il fallait éviter de fournir à Poutine le prétexte d'accuser la France d'aider l'Ukraine à bombarder la Russie et les territoires annexés par elle, comme la Crimée.

Et, si Zelensky voulait recevoir plus de Mirage que la France ne peut en prélever dans ses arsenaux, il existe un marché à l'étranger. À en croire l'état-major de l'armée de l'air, plusieurs clients de l'Hexagone sont prêts à revendre des « policiers du ciel » : le Qatar (une douzaine), Taiwan (une soixantaine) et la Grèce (une quinzaine). Seul défaut de ce marché d'occasion : les avions ne sont pas cotés à l'Argus. Et Paris devra les racheter avant de les expédier en Ukraine.

Claude Angeli

L'Oréal: du personnel délocalisé en beauté

« PARCE QUE L'Oréal est un fleuron national », sur son site de Rambouillet que Gabriel Attal était allé, le 28 mars, illustrer son discours sur l'emploi. Un groupe « exemplaire » en matière « de rémunération, de participation, d'intéressement » de ses salariés, avait clamé le Premier ministre. Il n'était, semble-t-il, pas informé de ce que tramait la direction de L'Oréal Luxe depuis plusieurs semaines : le « transfert automatique » vers sa filiale LOR (pour « Luxury of Retail »), vouée au commerce, de 136 conseillères beauté, salariées d'un groupe depuis parfois plus de quinze ans, au sein des Printemps, Galeries Lafayette et autres enseignes Carita ou Kiehl's éparpillées dans l'Hexagone.

Pour tout LOR du monde

L'intérêt de ce transfert pour ces salariées ? Aucun. À compter du 1^{er} juillet, elles quittent la généreuse convention collective des industries chimiques pour celle du commerce, conservent quelques avantages sociaux maison et, en échange d'une prime, perdent la manne que représentent, dans un groupe aussi riche que L'Oréal, l'intéressement et la participation.

Pour un salaire annuel brut de 38 000 euros, par exemple, l'épargne salariale ajoutée près de 17 000 euros de beurre dans les épinards – ce qui n'est pas négligeable. Un revenu supplémentaire devenu trop lourd à financer pour le caduc du CAC 40 ?

Interrogé par « Le Canard », L'Oréal nie vouloir expérimentier ainsi une externalisation du personnel. La firme estime avoir trouvé un « accord d'adaptation » pour ce personnel traité « avec respect et humanité ». « Nous n'avons pas fait de plan de sauvegarde de l'emploi », souligne, sans rire, l'un de ses conseillers juridiques. Encore heureux ! Avec un taux de croissance de 11 % en 2023 – le meilleur score du groupe depuis vingt ans –, une marge d'exploitation de 19,8 % et un bénéfice de plus de 6 milliards d'euros pour 2023, un plan de sauvegarde de l'emploi aurait été tout simplement illégal.

Et, l'illégalité, ce n'est pas le genre de coquetteerie de L'Oréal...

Lauriane Gaud

Une "vitrine" française à la benne à ordures

« UNE VITRINE inoubliable pour témoigner de l'excellence du savoir-faire français. » En 2020, la France fanfaronne devant son pavillon de l'Exposition universelle de Dubaï. Un bijou de 5000 m² à 36 millions d'euros, bardé de tuiles photovoltaïques et présenté comme un modèle d'écologie. Thomas Pesquet en est le parrain officiel. Vertueux, ce bâtiment est démontable et remonteable, comme un meuble Ikea ! Il est même prévu qu'après son exploitation, d'octobre 2021 à mars 2022 aux Emirats arabes unis, il atterrisse à... Toulouse. Le Centre national d'études spatiales (Cnes) a mis 3,7 millions d'euros sur la table pour le récupérer et agrandir son campus.

Las ! L'édifice a bien été démonté pour un coût de 2,2 millions d'euros, et il a bien

été rapatrié à Toulouse contre la somme astronomique de 800 000 euros... Mais il s'est avéré impossible de le remonter, en raison du mauvais état des pièces récupérées. Le 4 juin dernier, les 870 tonnes de ferraille et les 47 tonnes d'aluminium de la structure ont donc été vendues aux enchères par le Cnes. À la benne, la « vitrine inoubliable » ! La faute à qui ?

Mécano future

L'entreprise Besix, qui avait monté le pavillon en collaboration avec l'architecte, a été dessaisie du marché de démontage. Une décision prise par souci d'économies par la Cofrex, la Compagnie française des expositions, une boîte créée par Macron en 2018 pour s'occuper de la participation de la France aux expositions internationales. Or le démontage d'une telle structure répond à une méthodologie extrêmement précise. « Ce n'est pas du mécano », fulmine Jean-Luc Pérez, l'architecte du bâtiment, qui a refusé de réceptionner l'ouvrage. Le Cnes, lui, a suspendu ses paiements à la Cofrex après avoir tout de même réglé les deux tiers de la facture.

Curieusement, dans ce dossier de démontage raté, personne ne s'est fait démonter ! Aucune contestation au tribunal, aucune sanction interne. Et pour cause : c'est le contrat qui paie ! La Cofrex, après l'arrêt des paiements du Cnes, a constaté dans ses finances un trou de 1,67 million d'euros, s'est tournée vers Matignon pour réclamer une rallonge exceptionnelle. Ce qu'elle a obtenu à la fin de décembre 2023. C'est pratique d'être une boîte privée à capitaux publics !

Yann Voldoire



Biden débarque Zelensky

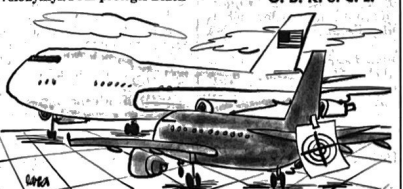
VENU fêter le 80^e anniversaire du Débarquement, Volodymyr Zelensky est reparti les poches pleines de Mirage 2000. Un petit couac a toutefois marqué ce séjour idyllique. Le 6 juin, après avoir assisté, au milieu de 25 chefs d'Etat et de gouvernement, à la commémoration du D-Day sur la plage d'Omaha Beach, le président ukrainien – invité vedette – pensait rejoindre Paris fissa pour poursuivre sa tournée triomphale.

Mais, à l'approche de l'aéroport de Caen, où stationnait son Airbus A319 CJ, son convoi a été stoppé net sur ordre du Secret Service ! Les gorilles de Joe Biden ne voulaient pas que le zéne de

Zelensky décolle juste derrière l'Air Force One du président américain. Leur crainte : que des barbouzes russes endommagent l'avion présidentiel américain en voulant dégommer celui de Volodymyr. Pour protéger Biden

d'un éclat de missile, le héros ukrainien a donc été obligé de poireauter une demi-heure dans sa voiture blindée.

L'allié américain a vu fort ! O. B.-K. et C. L.



Paris-Angers en vingt heures de FlixBus

SAMEDI 18 MAI, 14 heures. Ahou débarque avec ses deux valises à l'aéroport d'Orly, à Paris. Pour rentrer chez elle, à Angers, elle a réservé un BlaBlaCar Bus. Mais, sur le parking, impossible de trouver un car en question – elle ne voit que des FlixBus. Ahou appelle son mari, Loïc, à la rescousse. Il lui dégotte un billet FlixBus à 48,69 euros, qui comprend deux bagages. Après avoir payé, il s'aperçoit cependant que le dit bus part à minuit et n'arrive qu'à 19h50 le lendemain. Le billet affiche une correspondance de 5h30 à Lyon ! Le bus le plus lent du monde.

Loïc retourne sur le site pour échanger son billet. Il réserve le dernier car de la journée, qui rallie Angers en trois heures



et demie. Sauf que, cette fois, il n'a pas pu choisir l'option deux valises en soute. Tant pis, il compte sur la bienveillance du chauffeur. Raté ! Ce dernier ne veut rien entendre. Ahou se retrouve seule sur

le parking, dans la nuit, avec ses deux valises. Elle se réfugie dans le hall de l'aéroport et prévient Loïc. Lequel saute dans sa voiture et avale les 300 km qui le séparent de Paris. Neuf heures plus tard, Ahou et Loïc sont enfin chez eux. Tout ça pour deux valises !

« Le bus ne proposait pas l'option bagage supplémentaire, certainement pour des questions de capacité », se défend FlixBus, interrogé par « Le Canard ». Compréhensif, le voyageur propose au couple de le rembourser des 48,69 euros déboursés pour son billet non utilisé : un Paris-Angers avec deux valises en 19h50 – le temps de vol d'un Paris-Hawaï, donc. Il y a de l'abus ?

Garance Tournillon

C'EST TOI QUE GEMME

Les diamants ne seraient-ils pas éternels ? De Beers, un géant du secteur, de l'exploitation des mines à la création de bijoux, a choisi, en 2018, de casser les prix des diamants de synthèse, afin de « préserver le prestige et la désirabilité des pierres naturelles » (« Les Echos », 5/6). Une idée qui ne s'est pas révélée très brillante : les diamants synthétiques ont conquis le public, tirant vers le bas le prix des diamants naturels, qui a perdu entre 25 % et 30 % depuis début 2022.

LA BRETAGNE AUSSI : ÉVOLUTION DU COSTUME TRADITIONNEL...



ZAPPING-PONG

Avec l'avènement des plateformes de streaming, les télé-spectateurs ne savent plus où aller pour la télé lorsqu'il faut choisir un programme (« Le Parisien », 10/6). Selon Claire Basini, chargée du numérique au sein du groupe TF1, « on passe onze minutes en moyenne avant de trouver le bon contenu (...). Si on projette ça sur un usage moyen de huit fois par mois quand on regarde du streaming, sur une vie ça représente six semaines de notre temps ».

EN CORÉE ENCORE

« Libération » (8/6) s'intéresse à l'engouement dans le monde pour la cosmétique sud-coréenne, baptisée « K-beauty » (attention, le « K » se prononce à l'anglaise, « Kay »), et rappelle que la culture de ce petit pays asiatique a envahi l'Occident, « de la musique (K-pop) à la nourriture (K-food), en passant par le cinéma (K-movies) [et] les séries (K-dramas) ».

AMAZONE ÉROGÈNE

Depuis qu'une Américaine a fourni à la tribu Marubo (Amazonie brésilienne) des antennes pour accéder à Internet via le réseau satellite Starlink d'Elon Musk, ses jeunes partent en ville (« slate.fr », 8/6) : ils « glissent sur les réseaux sociaux, regardent des matchs de foot en streaming » et ont découvert « la violence des jeux de tir en vue subjective et la pornographie à portée de clic ». Le contraste est rude au sein de cette tribu très prude, où « un baiser en public dépasse déjà largement les limites de l'admissible ».

CONFLIT DE CANARD

Histoire cochonne

« ENGAGEMENT tenu : le décret visant à réduire les délais de recours contentieux contre les projets agricoles et ouvrages hydrauliques est publié aujourd'hui. Le 12 mai, dans un post sur X, le ministre de l'Agriculture se félicitait d'avoir ratiné le temps octroyé aux riverains et aux associations pour déposer des recours juridiques contre des mégabassines, des fermes-usines ou des porcheries géantes. Jusqu'à alors, une ONG qui contestait un projet agricole portait atteinte à l'environnement avant jusqu'à quatre mois pour ficeler son dossier avant de saisir le juge administratif. Désormais, tout devra être expédié en deux mois seulement. Mission quasi impossible, vu la complexité des études à mener et la quantité de pièces à réunir... Un nouveau cadeau de Marc Fesneau aux tenants de l'agriculture intensive. En 2009, sous Sarkozy, ce délai de recours avait déjà été omputé de huit mois, comme le souhaitait la puissante Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles. Pas assez pour les éleveurs de cochons ! Lors du Salon des productions animales organisé septembre dernier à Rennes, Philippe

A Roland-Garros, la nuit ne porte pas conseil

JOHN McENROE a beau avoir été fait chevalier de la Légion d'honneur par Macron, à 65 ans, il n'a rien perdu de son franc-parler. Au lendemain du forfait de Novak Djokovic pour son quart de finale de Roland-Garros, l'ex-enfant terrible et numéro 1 du tennis mondial a mis les pieds dans le plat... et les organisateurs du tournoi dans l'embarras. Alors que « Djoko » avait disputé trois jours plus tôt un match jusqu'à 3 heures du matin, McEnroe a pointé « une énorme erreur de la part de l'organisation » (« Le Figaro », 6/6). « Novak était gêné par son genou depuis quelques semaines, a-t-il rappelé. Il a dû s'endormir à 7 heures du matin et revenir jouer un jour et demi plus tard. C'est trop demander. Même pour Novak. » Et le triple vainqueur de Wimbledon de s'indigner : « On ne traite pas un joueur, et encore moins le meilleur du monde, de cette façon. Et terminer un match à 3 heures du matin donne une mauvaise image du tennis. Est-ce qu'une finale de Coupe du monde de football commence à 22h30 ? » Djokovic lui-même a posé le problème dans l'autre sens : « Qui joue à 3 heures du matin ? »

Lorsqu'ils avaient plaidé leur dossier pour couvrir le court central et organiser des sessions de nuit, les responsables du tennis français de l'époque avaient pourtant pris un engagement clair : pas de match qui dure au-delà de 23 heures, ne serait-ce que pour ne pas déranger les riverains. Avec un début de session de soirée autour de 20 heures, on a fini de session de nuit qui, statistiquement, se termine autour de 22h30 », faisait valoir Gilbert Ysern, alors directeur du tournoi, lors d'une séance de « concertation publique », le 17 janvier 2012... « Ils sont pieds et poings liés avec Amazon Prime Video », qui a l'exclusivité des retransmissions nocturnes, accuse un ancien interne à l'actuelle direction du tennis français, Laquella n'a pas répondu aux sollicitations du « Canard » et fait montre d'une discrétion de violette, espérant sans doute que le public ne retiendra du tournoi que les belles images ensoleillées des demi-finales et finales. Ni Gilles Moretton, le président de la FFT, ni Amélie Mauresmo, la directrice du tournoi, ni le juge-arbitre Rémy Azemar ne se sont exprimés sur ce point. Azemar qui clamait, l'an dernier, sur Franceinfo : « Le repos est un élément essentiel pour garder la programmation la plus équilibrée possible... ». Mais, ce match jusqu'à 3 heures du matin peut avoir des conséquences plus lourdes que le simple abandon de Djokovic pour blessure, déjà problématique en soi. Il pourrait tout simplement signer la fin de carrière du numéro 2 mondial, Mauresmo-Djokovic : un set à zéro ?

Le biocarburant n'est pas très bio

Pour décarboner le trafic aérien, rasons des forêts !

PRÈS de 5 milliards de passagers vont prendre un avion en 2024 : campagne de Pluton, il faudra de l'électricité. Beaucoup d'électricité. Elle proviendra essentiellement des centrales nucléaires des alentours (Le Blayais et Golfech) et alimentera (grâce à deux lignes enterrées de 400 000 volts chacune) un gros électrolyseur de 520 MW. Lequel consommerait l'équivalent d'une fois et demie la consommation électrique annuelle du département des Pyrénées-Atlantiques...

Des médias très ballots

S'est ensuivi une bataille rangée à travers champs de plusieurs heures. D'un côté, pas moins de 1 600 gendarmes et un hélicoptère, trois motos, deux blindés Centaure, des grenades descendantes, des lacrymos. De l'autre, chiffre préfectoral, au moins 1 200 individus radicaux armés de lance-pierres, feux d'artifice, cocktails Molotov-Bilan ? Une vingtaine de manifestants blessés, trois blessés légers chez les forces de l'ordre. Aucun engin de chantier brûlé (ils étaient tous rassemblés sur un même site, entourés d'une douve de 3 mètres de profondeur et gardés jour et nuit par les flics). Cela n'a pas empêché BFMTV et CNews de faire tourner en boucle des images de ballots de foin en train de brûler sur la route. Brûler du foin, voilà en effet qui est « extrêmement violent ».

GUILLAUME MEURICE LICENCIÉ PAR FRANCE INTER



CNews 69: tout ce foin pour rien

Comment Darmanin a pourri la manif écolo contre l'A69 avant qu'elle ait lieu.

LE 30 MAI, huit jours avant la manif prévue le 8 juin à Puy-laurans, juste à côté du chantier de l'autoroute A69, mettre en garde à vue 11 militants (retraité, artisan, agriculteur, etc.) qui avaient participé à la manif de décembre contre les centrales à bitume. Le 4 juin, quatre jours avant, interdire la manif. La prédire « extrêmement violente ». Le 5 juin, trois jours avant, faire publier par le préfet du Tarn un arrêté d'interdiction qui englobe les 17 communes réparties sur le tracé. Bien agiter l'épouvantail en rappelant que, « depuis septembre 2022, plus de 200 actions contre le projet autoroute A69 ont été recensées ». Prévenir que « plus de 1 000 policiers et gendarmes seront mobilisés sur le terrain ce week-end ». Promettre des amendes de 135 euros pour ceux qui bravent l'interdiction. Si, après ça, les opposants ne restent pas chez eux !

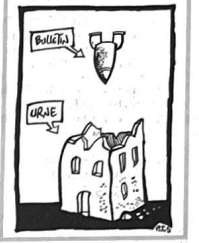
Le diktat des télé

Idées des demi-finales et finales. Ni Gilles Moretton, le président de la FFT, ni Amélie Mauresmo, la directrice du tournoi, ni le juge-arbitre Rémy Azemar ne se sont exprimés sur ce point. Azemar qui clamait, l'an dernier, sur Franceinfo : « Le repos est un élément essentiel pour garder la programmation la plus équilibrée possible... ». Mais, ce match jusqu'à 3 heures du matin peut avoir des conséquences plus lourdes que le simple abandon de Djokovic pour blessure, déjà problématique en soi. Il pourrait tout simplement signer la fin de carrière du numéro 2 mondial, Mauresmo-Djokovic : un set à zéro ?

DRÔLES DE ZIGS

JOHANNATHAN CLAUS, défenseur des Bleus et de l'OM, révèle au « Parisien » (7/6) qu'il est prêt à tout en cas de victoire de la France à l'Euro : « Je suis capable d'une totale dinguerie. Sauter dans le Vieux-Port ? Ça, c'est le minimum ! Je peux aller plus loin... ». Quand même pas jusqu'à se risquer à plonger dans la Seine en compagnie d'Anne Hidalgo ?

ON A "VOTÉ" AUSSI À GAZA



LES CAROTA BOYS, un groupe de six amis d'enfance, suivent partout dans le monde leur idole, le tennismen italien Jannik Sinner, déguisés en carottes (« Libé », 7/6). Non pas en référence à la couleur de cheveux de Sinner, mais parce qu'« il avait mangé une carotte en plein match il y a quelques années ». Leur activité de supporters est devenue un emploi à plein temps : « Il y a beaucoup de marques qui nous contactent. On essaie de trouver une sorte de manager car on n'arrive pas à tout gérer... ». Un soutien qui n'a pas empêché Sinner d'échouer en demi-finale face au futur vainqueur du tournoi, Carlos Alcaraz : pour cette fois, c'est râpé.

KAROL SWIDERSKI, attaquant de l'équipe de football de Pologne - laquelle doit affronter la France le 25 juin - a passé de la joie aux larmes en quelques instants (L'Express, 11/6) : buteur dès la 12e minute contre la Turquie, il s'est ensuite épuisé en célébrant son but, à la réception d'un petit saut de joie acrobatique. Il a été contraint de quitter le terrain. Voilà un sérieux candidat pour le prochain Ballot d'or.

Sans-papiers, primé à Cannes et expulsable

SANS PAPIERS mais pas sans talent ni sans prix à Cannes face à un profet sans pitié... Ainsi peut-on décrire l'état dans lequel se trouve pris Abou Sangare, un jeune Guinéen de 23 ans qui joue le rôle d'un livreur à vélo demandeur d'asile dans le film « L'Histoire de Souleymane » de Boris Lojkine. Il suscite l'émotion dans l'entretien final avec une agente de l'Ofpra au cours duquel tombent les masques. Ce non-professionnel qui porte sur ses épaules ce film

sensible et éclairant sur la condition des migrants y joue le premier rôle de sa vie, qui lui a valu de décrocher d'emblée le prix d'interprétation dans la section Un certain regard au Festival de Cannes, le 24 mai. Ainsi que les félicitations appuyées, à l'issue de la cérémonie, des réalisateurs membres du jury Xavier Dolan et Maimouna Doucouré, laquelle le verrait bien poursuivre cette carrière d'acteur. Or sa troisième demande de régularisation depuis 2017,

date de son arrivée à Amiens, alors qu'il était encore mineur, a été refusée en avril. Et la préfecture de la Somme a assorti ce refus d'une obligation de quitter le territoire (OQTF). Après avoir passé un bac pro, ce jeune mécanicien ne parvient pas à obtenir de papiers, faute de fiche de paie... et ne peut décrocher un CDI, promis, faute de papiers. « C'est le diable qui se mord la queue », déplore l'avocate lilloise Claire Perrinaud. Elle a attaqué cette décision au tribu-

L'homme qui fait hausser les épaules

LYA des gens comme ça. Ils parlent, ils parlent, on ne les écoute plus. Faut dire qu'ils disent toujours la même chose. Si au moins ils nous remontaient le moral ! S'ils proposaient des solutions simples, et pas punitives... Antonio Guterres n'est pas n'importe qui. Depuis 2017, il est le secrétaire général des Nations unies. L'ONU, c'est « machin » (comme disait de Gaulle) c'est juste après-guerre dans l'idée qu'on devrait avoir un endroit pour se parler afin d'éviter les guerres. S'y regroupent 193 pays (la quasi-totalité). L'ONU est à la fois très puissante (gros budget, casques bleus, etc.) et pas du tout (des guerres partout). Mais bon, quand le patron de l'ONU parle, on devrait l'écouter. Mercredi 5 juin, à l'occasion de la Journée mondiale de l'environnement, Antonio Guterres a parlé. Longuement (1). Ça fait des années qu'il parle de plus en plus fort. Il a dit : « Nous jouons à la roulette russe avec notre planète. Non seulement nous sommes en danger, mais nous sommes en danger... »



émissions mondiales diminuent de 9 % par an jusqu'en 2030. Mais elles augmentent. L'année dernière, elles ont augmenté de 1 %... Il a dit : « Nous sommes aux portes de l'enfer climatique. » Il a dit : « Les 1 % les plus riches émettent autant que les deux tiers de l'humanité. » Il a dénoncé les « acteurs du secteur des combustibles fossiles », qui nous plombent, font de l'écoblanchiment et, à l'an dernier, n'ont investi que « 2,5 % de leurs dépenses d'équipement dans les énergies propres ». Il a dressé la liste (bien connue) de tout ce qu'il faudrait faire. Et alors ? Alors on continue de prendre la baignole pour un oui, pour un non. Et l'avion, de plus en plus (lire ci-dessus). Après tout, qu'est-ce que ça change ? On hausse les épaules devant la manif contre l'A69 : un bout d'autoroute de plus ou de moins, qu'est-ce que ça change ? L'Europe rabote son Pacte vert. Ça change ? L'Europe rabote son Pacte vert. Personne ne parle d'écologie pendant la campagne européenne, même pas les Verts. Qu'est-ce que ça change ? Et Antonio Guterres continue de s'égosiller dans le vide.

Le Cinéma

C'est pas moi

(Je de miroir)

AUTOPOURTRAIT de l'artiste vu de dos, revendiqué-t-il. Ou de face, les yeux grand fermés... « Où en êtes-vous, Leos Carax ? » Pour répondre à cette question, posée à l'occasion d'une exposition au Centre Pompidou qui n'a finalement pas eu lieu, Carax réalise un court-métrage de quarante minutes dans lequel il multiplie les angles pour mieux se décrire. Il y revivait sa vie et son œuvre vues par « l'œil de Dieu », l'œil de la caméra - mais aussi l'œil de son propre dieu, Godard... God-art ?

Des sentences sur le cinéma et l'Histoire - ce fatras tragique enrobé de dictateurs - qui s'impriment en majuscules à l'écran. Des jeux de mots à foison, souvent éclairants. Et une foultitude d'images, tirées de ses films ou d'ailleurs... C'est une histoire de (ses) cinéma, un exercice de style à la manière de Godard, donc, qui joue au plus malin avec son spectateur. En plus clair et plus drôle que son modèle, mais en étant parfois tout aussi solennel et agaçant. On aimerait arrêter ces séquences en accéléré où se caramellent tant de provocations. Un abrégé de la vie de Polanski en trois formules, par exemple. Les images de soi fantomatiques - lunettes noires de rigueur, masque à l'occasion, ou même poupée... - alternent avec les photos de femmes, fantômes familiers qui ont illuminé la vie du cinéaste, telle l'actrice russe Katerina Golubeva (1966-2011), qui fut sa compagne et la mère de sa fille unique, Nastya, ou



bien l'artiste ukrainienne cofondatrice des Femmes Oksana Chatchko (1987-2018). L'une et l'autre se sont suicidées. Autre constante : l'acteur Denis Lavant en double récurrent. Son Jean-Pierre Léaud à lui ? Pour finir, une certitude : Carax prend la pose, 24 fois par seconde, mais c'est toujours stimulant, souvent étrangement beau et parfois fulgurant.

David Fontaine

Les films qu'on peut voir cette semaine

Gloria!

A l'institut religieux Sant'Ignazio, non loin de Venise, des orphelins apprennent la musique depuis leur tendre enfance, sous la férule d'un curé sévère mais dévergonné. Pour la venue du pape Pie VII - nous sommes au début des années 1800 -, le père fouettard doit composer une œuvre qui épatera le souverain pontife. Mais il n'a aucune inspiration, contrairement aux pensionnaires. Aidés par Teresa, metteuse servante au talent imprévu, elles vont créer une musique rebelle.

Sélectionnée à Berlin, ce premier film de l'Italienne Margherita Vicario oscille entre scènes musicales réjouissantes et instants parfois caricaturaux. - M. B.

En attendant la nuit

Un bébé vorace mord au sang le sein maternel... Dur d'élever un vampire au sein

d'une famille ordinaire, en se procurant tout le sang nécessaire. Dans le lotissement à l'abri d'une forêt où ils émettent, une jeune fille au regard perçant repère vite ce beau jeune homme pâle qui craint le soleil.

Sélectionnée à Venise et primé au Festival international du film fantastique de Gérardmer, ce premier long-métrage de Céline Rouzet est une réussite, grâce à sa finesse de touche, à la délicatesse de ses acteurs et à la beauté des paysages. Face à Elodie Bouchez et au débutant Mathias Legout Hammond, Céleste Brunnequin fait merveille en suscitant gracieusement l'émotion. - D. F.

Juliette au printemps

« Une petite dépression, mais maintenant ça va mieux. » Pourquoi, alors, Juliette, qui illustre des livres pour enfants, retourne-t-elle vivre quelques jours chez son père, inconsolable et souriant, non loin de sa sœur, coiffeuse, qui trompe sans joie

son mari ? Pourquoi cette comédie du bonheur dans une famille où chacun a mal partout ? Lancé comme un classique téléfilm très français, ce long-métrage de Blandine Lenoir (« Aurora », « Annie Colère ») plonge dans une fine exploration de la psyché de femmes courbaturées par la vie, résistantes. Izia Higelin et Sophie Guillemin sont magnifiques dans leurs rôles. - J.-F. J.

Excursion

Le voyage scolaire de fin d'année va-t-il avoir lieu ? Dans un lycée de Sarajevo, les parents d'élèves s'inquiètent de ce qui pourrait s'y passer. Car une élève, Iman, affirme être tombée enceinte d'un garçon qui la néglige... Vérité crue, fantasme déguisé ou dépit amoureux ?

Ce premier film de la Bosnienne Una Gunjak dépeint bien le mélange de naïveté et de provocation, de détermination et d'incertitude propre à l'adolescence. Pour ce faire, elle cultive presque à l'excès les zones d'ombre de son héroïne aux airs innocents. Partie d'un fait divers, elle dévoile au passage la crispation classique d'une société conservatrice sur le point sensible de la sexualité des jeunes filles. - D. F.

Ripley

Une série dans « Le Canard » ? Oui, mais un bijou aux allures de classique d'office, nouvelle et fidèle adaptation du fameux roman de Patricia Highsmith, après le rayonnant « Plein soleil » (1960), de René M. Ripley (1999), d'Anthony Minghella. Cette nouvelle œuvre décline l'œuvre en huit épisodes est signée Steven Zaillian, qui fut le scénariste de « La Liste de Schindler » (1993), de Spielberg, ou de « Gangs of New York » (2002), de Scorsese. Tournée en partie en décors naturels, dans un noir et blanc de gala, cette série hypnotique narre, à nouveaux frais, donc, la peu résistible ascension de Tom Ripley (Andrew Scott, minéral), petit escroc new-yorkais d'insignifiante apparence, chargé par un riche armateur de retrouver son fils en Italie. Son talent pour la fraude, le meurtre et l'usurpation d'identité s'épanouit peu à peu, telle une fleur moutonneuse. C'est glaçant, somptueux et impeccablement réalisé. - F. C.

Netflix

Fiction à l'américaine

Peut-on rire de tout ? Ça dépend de qui écrit la blague. Thelonious Ellison - surnommé « Monk », forcément - est un écrivain frustré. Il est noir, mais ses écrits, apparemment, ne le sont pas assez pour les blancs intelligents littéraires. Dans un accès de rage, il pond donc, sous pseudo, un roman sacrifiant aux poncifs du genre : drogue, flingues et ghetto. Son titre ? « Fuck ».

Bingo : c'est un carton. Ce succès désemparant va-t-il aider Ellison à faire la paix avec lui-même ? Tirée d'une œuvre de l'Afro-Américain Percival Everett et portée par un Jeffrey Wright pince-sans-rire qui trouve ici, enfin, un rôle à sa mesure, cette brillante comédie a remporté l'Oscar du meilleur scénario adapté. Elle se déguise tel un bonbon acidulé aux multiples saveurs. - F. C.

Prime Video

Lettres ou pas Lettres

Ecris plus fort, les voisins vont t'entendre !

« Comme elles sont », de Benoîte Groult, rassemble des textes de l'écrivaine (1920-2016) qui osa penser un « féminisme au masculin ».

« O N nous a exclues de tout pouvoir, de tout savoir. On ne s'est pas avisé de nous ôter celui d'écrire ! » constatait Olympe de Gouges, avant d'être menée à l'échafaud, en 1793. Près de deux siècles plus tard, Benoîte Groult usa du pouvoir d'écrire en publiant « Ainsi soit-elle », dont le succès l'imposa en porte-voix de la cause des femmes. Dans les années 40, elle n'avait été qu'une « de ces jeunes filles rangées » sommées d'étouffer toute ambition déplacée.

Plus tard, on la retrouve mariée à Georges de Caunes, flamboyant journaliste de l'ORTF, puis à l'écrivain Paul Guimard (« Les Choses de la vie », 1967), proche ami de Mitterrand, qui l'embaucha à l'Elysée. C'est dire qu'on croise du beau monde au fil de ces quelque 1000 pages où défille le Tout-Paris qui pense (à gauche) et qui danse. Et que bouscule, sur la lancée de Mai-68, le MLF, le Mouvement de libération des femmes, et autres groupes « féministes », un mot qui s'impose alors. En 1970, une poignée d'effrontées dépose sous l'Arc de triomphe une gerbe « en hommage à la femme du Soldat inconnu »



VOUS NE VOUS ÊTES PAS ENCORE LIBÉRÉS DE NOUS !

pour « rompre avec la modération des féministes du passé ». Vaste programme, mené, selon Groult, « dans une confusion joyeuse et féconde ». En face, on hurle à la mort. Jean Lartéguy, écrivain et officier des commandos d'Afrique, sonne le clairon contre « affreuses viciques, bréhaïgnes et pauvres profs de philo à la retraite ». Le magazine « Lui » vomit « toutes ces sinistres descendantes de Simone de Beauvoir (...), lugubre cohorte de suffragettes mal baisées ». En octobre 1970, l'écrivaine

Françoise Parturier ose poser sa candidature à l'Académie française. C'est le scandale. Benoîte Groult n'a jamais voulu porter l'épée, mais elle a aimé ferrailleur. Dans son journal, en août 1954, à la mort de Colette, elle note : « L'archevêque de Paris lui a refusé les honneurs religieux. Le con. » Sa définition de l'épouse au foyer : « une éternelle jeune fille au pair ». Dans « Ainsi soit-elle », qu'elle qualifie de « joyeux fourre-tout », elle égrène le bétisier des plus fameuses religieuses

(saint Augustin), philosophes (Rousseau, Nietzsche), anarchistes (Proudhon), politiques (Napoléon et son Code civil, « monument de misogynie », écrit Coubertin, estimant qu'une Olympiade femme est impensable). Mais elle sait aussi distribuer les lauriers. Dans « Le Féminisme au masculin », elle salue Poullain de La Barre (« De l'égalité des deux sexes », 1873), Condorcet (« L'habitude nous a familiarisés avec l'idée d'une femme-roi et non avec celle d'une femme-citoyen », Charles Fourier (« Le mariage est le tombeau de la femme ») et John Stuart Mill.

Passant en revue l'histoire de la presse, elle déplore que, « depuis 1758, il ne se soit jamais créé un seul journal humoristique féminin ». Elle félicite Cavanna et ses potes de blaguer sur les Tampax : « On rêve d'un "Charlie Hebdo" pour dames. Un "Charlotte Hebdo" serait une délivrance, une saine diversion. » Pour faire rigoler la femme du Soldat inconnu ?

Frédéric Pages

● Bouquins, 1152 p., 32 €. Édition établie et présentée par Blandine de Caunes.

Dieu que pour elles

Le ciel tombe de Lorenza Mazzetti

CINÉASTE italienne de renom, Lorenza Mazzetti (1927-2020), qui perdit prématurément sa mère, fut élevée avec sa sœur jumelle par Robert Einstein - cousin d'Albert - et son épouse, Nina, dans une riche villa de Toscane. A la fin de la Seconde Guerre mondiale, la famille connut un sort funeste, dont l'on taira ici les détails. Lorenza, au sortir d'une dépression massive, a fait de ce drame un livre. Craignant d'offenser la mémoire des Einstein, elle a changé le nom de tous les personnages et a modifié quelques éléments de l'histoire. La vérité ne sera révélée que plus de trente ans après la première parution de l'ouvrage.

La majeure partie du récit ressemble à un conte de fées : « Les Petites Filles modèles » au pays de la dolce vita. Penny et Baby, sa frangine, font quatre cents coups. La maîtresse s'empote (« [Elle] me fait peur tellement elle est rouge et en sueur »), le curé menace (« Dans l'enfer, affirme-t-il, il y a le vrai feu, qui brûle vraiment et pour toujours » - gaffe, donc), mais, heureusement, la tribu est là,

la tante Katchen, les copains, « les enfants des paysans : Lea, Pasquetta, Zeffirino » et les autres, le « bois touffu de vieux lauriers » où il se trame tant de choses, et l'oncle Wilhelm, surtout, ce père d'adoption pour qui les fillettes se pâment d'amour mais dont le curé affirme que l'âme est « en danger », parce que...

Parce que quoi ? Et le Duce ? Penny ne sait trop qu'en penser. Certes, il est beau, il est bon, « son regard est fier, il sourit », mais, quand on lui écrit une lettre, il ne répond pas, parce qu'il est trop « occupé avec la guerre ». Bien sûr, les Allemands arrivent. Qu'est-ce qu'ils veulent, ces drôles ? Penny s'inquiète. Le canon gronde, les oiseaux ne chantent plus. « Je le sentais, ce danger, mais il n'avait pas de face. Je le sentais, cet "ennemi", mais il n'avait pas de voix. » Une menace plane. Le diable rôde. Les soldats ne rigolent plus. Un procès est organisé, un interrogatoire mené. Penny et Baby protestent mais sont écartées. « Celles-la non, elles ne sont pas juives. »

A quoi tient une vie.

Fabrice Colin

● La Baconnière, 168 p., 20 €. Traduit de l'italien par Lise Chapuis.

LE PREMIER VACCIN GRIPPE-COVID ARRIVE



Feuilleton de Canard

■ ARCHIVES. A défaut d'Académie française ou de prix Nobel, (un) écrivain(e) peut entrer, à travers ses archives, à la Bibliothèque nationale de France (BNF), qui accepte « une gamme de documents très large » (« Le Figaro », 2/6) : Les manuscrits, les brouillons, les lettres, les écrits sur facture, prospectus, billets de transport, mais aussi les machines à écrire ! Claude Lévi-Strauss a donné en 2007 celle qui lui servait à écrire « Tristes tropiques ». Une Érika avec clavier électrique, achetée à 300.000 francs. Les ordinateurs, disques-moi, achetés à 500.000 francs. Pierre Guyotat (1940-2020) fut le premier à proposer ses e-mails et ses textes. Devant la réticence de la BNF de l'époque, il trouva l'argument décisif : on conservait bien les lettres de Victor Hugo, pourquoi pas leur version moderne, les SMS ?

Et, le passe Navigo de Marcel Proust, cela vaut de l'or !

Si loin dans le bleu

de Marcelino Truong

NÉ d'un père vietnamien, diplomate, et d'une mère française, il a roulé sa bosse de Saigon à Saint-Malo, en passant par les Philippines et Londres. Au passage diplômé de Sciences-Po et agrégé d'anglais... Facile à reconnaître : c'est le type qui a toujours un crayon ou un pinceau à la main, dessinant et peignant tout ce qui flotte, jonques, sampans, chalutiers et jusqu'à l'horizon. Clemenceau, où il revêt l'uniforme. Même quand Marcelino Truong raconte le Vietnam à feu et à sang,

la tragédie des boat people, l'éclatement des familles, ce poisson volant et dessinant, auteur de nombreuses illustrations d'albums et de romans graphiques, préserve une sorte de grâce intérieure qui illumine ses magnifiques bulles et gouaches, où des naïades sensuelles côtoient des hommes de guerre sous le tchatchak-tchak des hélicoptères.

Rien de pathétique ni de fade, mais une vision du monde où le tragique fait partie de la vie, légère comme un coup de pinceau.

F. P.

● Equateurs, 160 p., 24 €.

SOUCI DE CALENDRIER

ON FÊTE VICHY APRÈS LE DÉBARQUEMENT ?



MOTS CROISÉS



HORIZONTALEMENT

I. Il ne se présente plus aux érections ur-pénienues. - II. Très secue grenue. - III. La Voie de la dite solution. Sacre est bon d'lieu. - IV. Passée en place publique. Mille et quelques. - V. Le tendron d'Achille ? - VI. Corset leste. - VII. Mises à l'Abbaye. Cérétin majoritaire. - VIII. Basty pour un

air dans les sorties. Ceux du D-Day. - IX. Le baptême du nouveau Franc. Repassé dans une passe. - 9. Véhicule de transports. Circuit du Nürburgring.

ADN

● Définitions transmises par Martine Floride, ** Daniel Vernet et *** Sébastien Migel.

SOLUTION DU PROBLÈME N° 1659

HORIZONTALEMENT
I. GODEMICHIE. - II. RIGVEDA. - III. AS AGENCA. - IV. NEES MARC. - V. DAVIS. - VI. CUEVAS. - VII. REPASSA. - VIII. EME. - VII. HUIT. - IX. LAITONNÉE. - X. EROS. ECRU. - XI. MENUISIER.

VERTICALEMENT
1. GRAND CHELEM. - 2. OISEAU. MARE. - 3. DG. EVERSON. - 4. EVASIVE. TSU. - 5. MEG. SAPHO. - 6. IDEM. SAUNES. - 7. CANAS. SANC. - 8. CROISIÈRE. - 9. EJACULATEUR.

● Dans la grille 1659, il manquait une deuxième définition à la troisième colonne : « Valgus pied comme » pour « EVERSON ». Nos excuses !

● SÉQUENCE singulière lors de la soirée électorale de TFI (9/6). Alors que Macron n'a pas encore parlé, Rachida Dati, déjà en surchauffe, s'empare du bras d'Olivier Faure pour tenter de lui clouer le bec en plein débat. « Ne me touchez pas comme ça ! Ne me touchez pas comme ça ! Ne me touchez pas comme ça ! » proteste l'empoigné. « Mais sens bon, hein ? » glousse la parfumée du ministère de la Culture. « Ah, absolument, je peux en témoigner », ponctue le socialiste.

Mais, pour la dissolution, ni l'un ni l'autre n'avaient encore été mis au parfum !

● CODIRECTEUR de la Fondation Jean-Jaurès, Jérémie Peltier signe, dans « Marianne » (6/6), une drôle de chronique en forme d'ode à la biture. Justifiée par l'« ambiance chauffée » ou houlban récemment observée dans les tribunes de Roland-Garros (« Le Canard », 5/6), ce gouléant papier, tiré « Ça picole sec », carbure à l'indulgence pour les leuvers de coude : « Être un peu éméché permet simplement d'arriver à blairer (un peu) l'attitude du mec d'à côté. Au vu de l'état général, on risque bien de tous finir bourrés. »

Ca n'est pas complètement faux, surtout à « Marianne », dont l'avenir risque d'être dans l'air du temps. Le pieux milliardaire et très droitier Pierre-Edouard Stérin est toujours en négos exclusives avec le groupe du riche Tchèque Daniel Kretinsky pour lui racheter son hebdomadaire. Le cofondateur du titre Jean-François Kahn menace de saisir la justice afin que Stérin ne puisse pas utiliser le nom de l'hebdo s'il en devenait le propriétaire. Santé !

HAYER POSITIVE

« N'EN PUIS-JE PAS PARLER À BRUXELLES ! »

Le Canard enchaîné
0142.60.31.36
redaction@lecanardenchaine.fr
173, rue Saint-Honoré - 75001 Paris
www.lecanardenchaine.fr

SAS Les Editions Marchal - Le Canard enchaîné
Capital : 100 000 € (durée : 99 ans)

Président, directeur de la publication : Erik EMPATAZ
Administrateur délégué : Hervé LIFRAN
Principaux associés : Erik EMPATAZ, Hervé LIFRAN, Jean-François JULLIARD, Odile BENVENISTE-KOUDER, Jean-Michel THÉNARD et des salariés du journal.
Directeur de la rédaction : Jean-François JULLIARD
Rédacteur en chef : Jean-Michel THÉNARD.

Fondateurs : Maurice et Jeanne MARÉCHAL.
Anciens directeurs : R. THÉNARD, André RIBAUD, Michel GAILLARD, Nicolas BRIMO.

Impression : P.O.P., Paris - Midi Print, Gallargues, C.I.L.A., Heric, Nancy-Print.
Diffusion : France Messagerie.

N° CPPAP : 0128 C 82612 - ISSN 0008-5405

Les manuscrits et documents non utilisés ne sont pas restitués.

abonnements
0142.60.75.16
abonnements@lecanardenchaine.com

Sur notre site : www.lecanardenchaine.fr

Par courrier : 45, avenue du Général-Leclerc 60643 Chantilly Cedex

FRANCE MÉTROPOLEXIA 1 AN

- Formule papier 68 €
- Formule papier + numérique 84 €
- Formule numérique 58 €
- Formule intégrale 106 €

(Édition papier + numérique et Les Occidentaux)

POUR LES AUTRES PAYS

Nous consulter ou rubrique FAQ sur notre site



La Boîte aux Images Mal lunés

THOMAS PESQUET, l'astronote français aux millions d'abonnés numériques, sait bien que, « lorsqu'on est visible, c'est pour le meilleur et pour le pire ». Mais il était loin d'imaginer la haine qu'il déclencherait en postant ses aventures spatiales sur les réseaux. « Ferme ta gueule, fils de pute ! », « Arrête de prendre l'humanité pour des cons ! », « Jaloux ? Trolls déceés ? » Pas du tout. Cette violence est générée par des armées d'internautes qui mettent en doute l'existence même de la conquête de l'espace. Traité de « grand menteur » ou de « maître manipulateur », Pesquet en est réduit à répondre : « Venez sur la plage en Floride, pour voir les fusées décoller. Vous verrez que ce n'est pas un trucage sur fond vert. » Lunaire. Et c'est justement sur la Lune, dans la nuit du 20 au 21 juillet 1969, que le rumeur du « grand mensonge » a pris racine.

“On nous cache tout”

Devant leur écran, quelque 450 millions de téléspectateurs regardent Neil Armstrong poser le pied sur notre satellite. Et même la « Pravda », publication officielle du Parti communiste d'Union soviétique, titre le lendemain : « Trois terriens sur la Lune ». En pleine guerre froide, la nationalité des « terriens » a été gommée, mais, pour le Kremlin, la réalité de cet exploit technologique ne fait aucun doute.

En 1976, pourtant, un certain Bill Kaysing, bibliothécaire américain devenu correcteur de fiches dans une entreprise de moteurs de fusée, publie « Nous ne sommes jamais allés sur la Lune », un petit ouvrage édité à compte d'auteur. Après le scandale du Watergate et en pleine guerre du Vietnam, ce livre sonne chez certains comme le vrai.

A travers la Pisse déchainée

Le mon-dentier contre lui

Dans « Télé 7 Jours » (8/6) : « On se forge une sorte de coupe, on sert les dents. »

On les serre, mais on souffre, molaire de rien.

« Château », l'artiste !

Dans les « Dernières Nouvelles d'Alsace » (31/5) : « Ce 3 juin, centenaire de la mort de Franz Kafka (1883-2024). »

Mort en 1924 mais si moderne !

Sur l'album de la Comtesse

MACRON S'ANNEXE LE JOUR LE PLUS LONG

Les boys se ruèrent sur des sables guidés par des radars. Émerveillés de leur savoir, on devinait des bêtes qui ne culaient pas pendant qu'ils s'entraînaient. Ne ménageant pas leurs pièces au feu, des artilleurs en plénière des culasses. Puis des bidons ses rousters enfilèrent des rues sans képi.

LECTURES : « Accusé Trump bête, prenant des dons coûteux. » « Hidalgo attire les meilleurs dans sa voirie. » « La tournée d'Anjou dans le train. » « Ce curé fréquente l'évêché des cathos. » « Les quads du Prado. » « Touché par un coup de foudre. » « Pêcher, c'est coté ! » « Un sage rêvant de Corfou part de Salomonie. »

LU : « Des parents sont accusés. » « Pères affilés : des chamois se prêtent les machines. » « Coterie de goguesnes. » « Gare aux pals en fer ! » « Faut de la brasse pour avoir du foot. » « Gardons nos droits sur l'Attique ! » « Suite, ruses. » « Scène des vœux. » « Fèves de Riom. » « Viatique pour jeune héros gras. »

Prises de Bec Serge Nedjar Très boulot Bollo

Le peu médiatisé directeur de CNews, qui vient de dépasser BFMTV, voue à Vincent Bolloré, son patron, un véritable culte.

E LLE s'en souvient encore, de cet entretien d'embauche, comme si c'était hier. Elle venait de finir ses études de journalisme. « Direct Matin », le quotidien du groupe Bolloré, pourquoi pas ? Face au directeur de la publication, un certain Serge Nedjar, elle déroule son petit laus, tâche de faire bonne figure. Elle a à peine le temps de se présenter qu'il plante ses yeux dans les siens. « Et Vincent Bolloré, vous en pensez quoi, mademoiselle ? »

On est en 2015, Bolloré a mis la main sur Vivendi et fait un sérieux ménage à Canal Plus, les Guignols viennent de prendre la porte. Qu'est-ce qu'elle en pense, la gamine, de Bolloré, pas grand-chose de bon, ah oui, c'est ce type blond toujours bronzé qu'on appelait jadis dans la presse éco « le Petit Prince du cash-flow », non mais quelle rigolade. Elle perçoit le piège, bredouille un vague truc, du genre ni pour ni contre, bien au contraire. Il reprend : « Vous savez, je le connais personnellement, c'est un grand professionnel. » Elle est embauchée, et ne tiendra pas trois semaines avant de décamper.

Aujourd'hui, Serge Nedjar reste inconnu du grand public, même s'il dirige la première chaîne d'info en continu de France depuis la semaine dernière, puisque CNews a dépassé BFMTV. Une performance historique, le mot est faible, puisque son audience est passée de 2,7 à 2,8 %. L'anonymat lui convient très bien. « Nedjar s'en moque éperdument, d'être reconnu dans la rue, ou même que son nom soit connu. C'est avant tout un chef d'entreprise qui gère sa boutique d'une main de fer. Le reste, être invité sur les plateaux de télé, chez les people ou à la table d'intellectuels en vue, il le déteste », raconte un ancien du groupe Bolloré qui le connaît bien.

Synergies renouvelables

Il répond néanmoins à toutes les interviews, pour débiter le catéchisme maison : CNews, mais oui, est le miroir de la société française. Beaucoup de sujets sur l'immigration, l'insécurité, si peu sur l'inégal accès aux savoirs, la crise démographique, les fractures géographiques. Du préemptoire, du coup de gueule, du journalisme à l'estomac, si peu de place au doute...

Le RN COMMENCE UN NOUVEAU CHAPITRE

ENSEMBLE, ON VA APPRENDRE À LIRE VOTRE AVENIR !

LE JE POUR LES NUS

Le Théâtre

La Meringue du souterrain

(Les bonheurs de Sophie)

gradins ou sont presque à portée de main des spectateurs. Pour couronner le tout, une énorme bouche béante coiffée de deux narines - clin d'œil à un cultissime pochette d'album du groupe de rock King Crimson (1969) - semble prête à gôber la scène entière.

Au milieu de ce carnaval visuel, deux gais lurons s'agitent une heure durant, jonglent avec les rôles et ajoutent encore plus d'absur-

COMPLÈTEMENT azimutés, Sophie Perez et sa Compagnie du Zerep ! Pour ce spectacle, comme pour leurs créations précédentes, nous ne sommes pas dans la demi-mesure : c'est une véritable tornade, qui secoue les conventions théâtrales, déborde de kitsch et ravive l'esprit débridé des années 70. Un capharmental psychédélique où trône la silhouette de Lon Chaney, icône des films d'horreur muets, entourée de meringues géantes et de bibelots d'un autre temps. De longs boudins noirs pendent ici et là, pareils à des serpents échappés d'un mauvais trip, tandis que d'étranges masques, sculptures et oiseaux squattent les

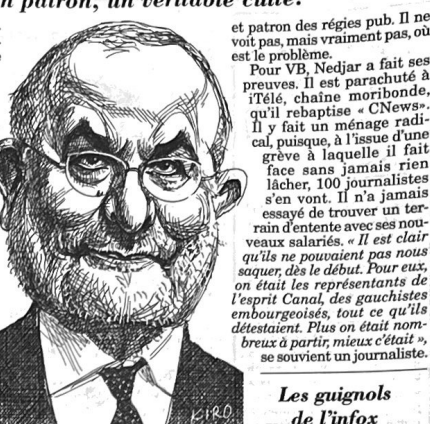
Le coin coin des Variétés

J'ai des doutes

(Devo's à moelle)

POUR CONJURER l'ennui éternel qui l'afflige au paradis, Dieu convoque Raymond Devo's. Commencent ainsi son spectacle-hommage au grand fantaisiste, François Morel, avec la complicité d'Antoine Sahler au piano, ne verse pas pour autant dans l'imitation ou la devo-ion.

Possédant au superlatif le sens du burlesque, ultrasensible à l'irrationnelle et poétique drôlerie qui sous-tend souvent nos actions et nos



Le grand truc de sa vie, c'est Bolloré, avec lequel il travaille depuis vingt ans. Il l'aime tant que, même devant la commission parlementaire qui l'a auditionné, en février dernier, pour le renouvellement des fréquences des chaînes, il ne peut stopper ses léchouillis frontaux : « Vincent Bolloré vient à peu près une ou deux fois par mois à Canal, j'y vais donc aussi une ou deux fois par mois, et j'ai la chance de rencontrer à ce moment-là, quand il est là, Vincent Bolloré. Il se dit flatté de l'avoir quasi quotidiennement au téléphone. »

Depuis qu'il est entré dans le groupe de celui qu'il appelle « VB », il a eu pour seule obsession de lui faire gagner de l'argent. A la tête de « Direct Matin », il n'a qu'un mot à la bouche : « synergies ». En 2015, le quotidien publie une interview rudement sympa d'un certain Yusuf Basiron, directeur du Conseil malaisien de l'huile de palme. Il y est question d'une huile « responsable » (sic). Qui fait la promo de ce puissant lobby ? Havaas, propriété de « VB ». Serge Nedjar garde toujours les deux casquettes : directeur du journal

et patron des régies pub. Il ne voit pas, mais vraiment pas, où est le problème.

Pour VB, Nedjar a fait ses preuves. Il est parachuté à l'été, chaîne moribonde, qu'il rebaptise « CNews ». Il y fait un ménage radical, puisque, à l'issue d'une grève à laquelle il fait face sans jamais rien lâcher, 100 journalistes s'en vont. Il n'a jamais essayé de trouver un terrain d'entente avec ses nouveaux salariés. « Il est clair qu'ils ne pouvaient pas nous saquer, dès le début. Pour eux, on était les représentants de l'esprit Canal, des gauchistes émouvants, tout ce qu'ils détestaient. Plus on était nombreux à partir, mieux c'était », se souvient un journaliste.

Les guignols de l'info

Une fois le ménage fait, Nedjar prend en compte les dadas de Bolloré, qui souhaite voir Zemmour à l'antenne quotidiennement, mais il construit tout le reste. « Il faut reconnaître que Nedjar a su créer un modèle économique : un discours populiste, peu de reporters, pas d'éditorialistes maison, que des têtes de gondole très bien payées, comme Pascal Praud ou Laurence Ferrari. En fait, CNews mise très peu sur l'info. Les autres, journaux et chaînes, font le boulot, et eux, ils commentent en plateau. Et ça fonctionne », analyse un concurrent.

La chaîne est désormais bénéficiaire, c'est VB qui est content, bravo mon Sergio.

Nedjar se plaint de la censure de ceux qui appellent à la fermeture de sa chaîne. Dix rappels à l'ordre de l'Arcom depuis 2019, c'est du harcèlement, de la chasse à l'homme, de l'assassinat ! Il pleurniche mais ne craint pas grand-chose, il le sait. Bon, il ne dit pas toujours n'importe quoi, Nedjar. Il répète souvent qu'il ignore ce qu'est une charte éthique, et il n'y a aucune raison de ne pas le croire.

Anne-Sophie Mercier

HIDALGO GARDE LE MORAL

GLUCKSMANN A FAIT 8 FOIS PLUS QUE VOTRE SCORE DE 2022... COMME QUOI C'ÉTAIT BIEN UN PROBLÈME DE PERSONNE...

JE CROIS QUE JE VAIS ME BAIGNER DANS LA SEINE QUAND MÊME, FINALEMENT...

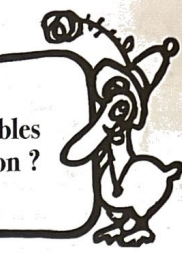


Coup de mou
chez Renaissance

Macron victime...

Le Canard enchaîné

... de troubles
de l'élection ?



Directeur : Erik EMPYAZ.

La liberté de la presse ne s'use que quand on ne s'en sert pas.

Rédacteur en chef : Jean-Michel THÉNARD.



MALGRÉ ses trois médailles d'or en 2010 à Barcelone, Christophe Lemaître n'a pas été appelé par le Comité d'organisation des JO pour porter la flamme. L'occasion pour « Libé » (8/6) de rappeler qu'il fut le premier sprinteur blanc à courir le 100-mètres en moins de 10 secondes. Une performance qui n'a pas laissé que des bons souvenirs au champion : « Ça a été récupéré par l'extrême droite, il y a même le Ku Klux Klan qui m'a interpellé (...). J'ai toujours dit que le sprint c'était pas une histoire de couleur de peau mais de travail. »

ALORS que la France n'avait plus été touchée par le choléra depuis la fin du XIX^e siècle, une nouvelle épidémie a fait au moins deux victimes à Mayotte, en se propageant à travers les bidonvilles locaux. En cause, selon des rapports confidentiels consultés par « L'Express » (6/6) : l'absence de rattachement à l'eau de ces bidonvilles, ce qui constitue bien sûr une « entorse au droit français ».

QUI AURAIT PU PRÉDIRE LE RN À 31,4 % ?



LES CATHOLIQUES pratiquants penchent de plus en plus à droite, et l'on en croit une étude Iop publiée par « La Croix » (11/6) : ils ont voté à 42 % pour le RN et Reconquête, contre 37 % pour l'ensemble des votants. Les listes de gauche, qui recueillent 29,2 % des votes au niveau national, ne dépassent pas 19 % chez les cathos, et l'effondrement est encore plus notable en ce qui concerne la majorité présidentielle : 37 % de votants pour Nathalie Loiseau en 2019 ; plus que 12 % pour Valérie Hayer en 2024.

LE COLLECTIF Front-Lex et l'ONG Refugees in Libya ont lancé une procédure conjointe à l'encontre de Frontex, qu'ils accusent de complicité de crimes contre l'humanité « dans le cadre de ses activités aériennes en Méditerranée » (l'« Huma », 6/6). Les deux organisations dénoncent les « opérations de refoulement systématiques, conjointement exécutées par Frontex et des unités libyennes ».



Guantánamo en Israël

JUSTE avant la libération de quatre otages israéliens, le 8 juin, obtenue en bombardant un bâtiment dans une zone densément peuplée de Gaza – au prix, une fois encore, d'insupportables pertes civiles (210 morts, selon le Hamas) –, des ONG israéliennes ont exigé la fermeture de la sinistre base militaire de Sde Teiman.

Pas vu sur CNews

ON SAIT si peu de choses d'elle. Elle s'appelait Angela, elle était enceinte de sept mois, elle avait 40 ans. Le 22 février, à Vity (Haute-Savoie), elle sort de son mobil-home, cible de tirs récurrents depuis plusieurs jours, pour constater l'ampleur des dégâts. Une balle l'atteint, elle s'effondre. Elle laisse derrière elle deux enfants et un mari. Rien sur CNews, rien sur Europe 1. Ça aurait pourtant eu de la gueule, un beau plateau sur une mère de famille, enceinte jusqu'au cou, dégoûtée comme un lapin. Mais dans quel monde vivons-nous, ma bonne dame, je vous le demande, aurait clamé Pascal Praud. Mais non, silence radio. Il est vrai que la victime est une Rom, installée illégalement dans ce champ depuis près d'un an, vivant dans la région depuis une décennie.

Travail, famille, Ciotti !

POUR éviter à Eric Ciotti de s'épuiser en explications embrouillées afin de justifier son ralliement à Marine Le Pen et à Jordan Bardella, « Le Canard » lui propose, gratis, un discours clair et percutant qu'il n'a plus qu'à recopier : « C'est librement que je me suis rendu à l'invitation du RN. Je n'ai subi, de sa part, aucun diktat, aucune pression. Une collaboration a été envisagée entre nos deux partis. J'en ai accepté le principe. Les modalités seront discutées ultérieurement. A tous ceux qui attendent aujourd'hui le salut de la France, je tiens à dire que ce salut est d'abord entre nos mains. A tous ceux que de nobles scrupules tiendraient éloignés

mobilisé l'ONG Physicians For Human Rights Israël, qui collecte les preuves de potentiels crimes de guerre commis par le pouvoir de Netanyahu. Preuve amère que le pays est encore une démocratie... Et, selon le Comité public contre la torture en Israël, deux autres bases militaires, en Cisjordanie occupée, sont réservées aux personnes incarcérées sous le statut de « combattant illégal » et pas de prisonnier de guerre.

Olaf aussi a pris une baffe

LES INITIATIVES intempêtes de Macron, ont toujours agacé nos amis allemands. Mais, la dissolution, c'est le pompon ! Indirectement, la décision du président français fait chanceler le chancelier, social-démocrate, Olaf Scholz. Comme Renaissance, le SPD a ramassé une claque magistrale aux européennes, arrivant en troisième position avec seulement 13,9 % des voix, derrière le parti d'extrême droite AfD (15,9 %) et le parti conservateur CDU/CSU (30 %).

Le mur du çon

FRANCHI, en survolant les prisons, par Eric Dupond-Moretti. Le 4 juin à l'Assemblée nationale, répondant à une question d'actualité sur la présence de téléphones portables dans les établissements pénitentiaires, le garde des Sceaux s'est emballé : « En 2017, il n'y avait aucun brouilleur (dans les prisons). Strictement aucun ! Depuis, nous en avons doublé le nombre. » Deux fois zéro, sauf erreur, ça fait zéro. Et un ministre brouillé avec les chiffres...

L'art historique du dissolvant

MACRON fera-t-il mieux que Chirac, jusque-là à l'origine du plus gros accident constitutionnel de la V^e République ? « On était dans un appartement avec une fuite de gaz. Chirac a craqué une allumette pour y voir clair », avait résumé le balladurien Patrick Devedjian au lendemain de la dissolution du 21 avril 1997, laquelle s'était soldée par une victoire écrasante de la gauche aux législatives. A l'Elysée depuis à peine deux ans, l'ex-maire de Paris avait dynamité la droite et sa propre présidence. Un vrai suicide. Et pourtant Chirac avait consulté durant des mois avant de prendre sa décision.

Tout le monde vous l'avait bien dit !

APEINE la stupefaction de l'annonce macronnesque était-elle passée que les langues se déliaient : une dissolution ? Peut-être ! On s'en était toujours doutés.

LA BRETAGNE PLACE LE RN EN TÊTE DES VOTES POUR LA PREMIÈRE FOIS



Olaf aussi a pris une baffe

LES INITIATIVES intempêtes de Macron, ont toujours agacé nos amis allemands. Mais, la dissolution, c'est le pompon ! Indirectement, la décision du président français fait chanceler le chancelier, social-démocrate, Olaf Scholz. Comme Renaissance, le SPD a ramassé une claque magistrale aux européennes, arrivant en troisième position avec seulement 13,9 % des voix, derrière le parti d'extrême droite AfD (15,9 %) et le parti conservateur CDU/CSU (30 %).

LE COLLECTIF Front-Lex et l'ONG Refugees in Libya ont lancé une procédure conjointe à l'encontre de Frontex, qu'ils accusent de complicité de crimes contre l'humanité « dans le cadre de ses activités aériennes en Méditerranée » (l'« Huma », 6/6). Les deux organisations dénoncent les « opérations de refoulement systématiques, conjointement exécutées par Frontex et des unités libyennes ».

avait tenté de le raisonner : les risques étaient trop grands, les motifs peu clairs, la majorité pas prête et sans thèmes de campagne. Tout comme aujourd'hui, non ? François Bayrou aussi était monté à l'assaut à l'époque. Bayrou, qui, cette fois, était pour mais n'a pas eu son mot à dire. L'annonce de la dissolution l'a pris par surprise, comme le Premier ministre, Gabriel Attal. Macron a décidé seul de tenter le tout pour le tout. Question de flair. De toute façon, dans un an, ce sera pire... Exactement le raisonnement de Chirac, qui, en 1997, avait renié son propos du 14 juillet 1996 : « La dissolution n'a jamais été faite pour la convenance du président de la République. »

Contre l'affront populaire

En 2002, Chirac n'avait dû sa réélection qu'à la qualification de Jean-Marie Le Pen pour le second tour de la présidentielle. Macron, lui, assurera-t-il la qualification de l'extrême droite au gouvernement et ainsi sa propre disqualification ?

Plus audacieux, « Le Journal du dimanche » pose franco la question à la une : « Macron va-t-il dissoudre ? Attal, démissionner ? » Avant de raison garder en pages intérieures, visiblement guidé par des sources haut placées : « Le maintien de Gabriel Attal à Matignon semble acquis (...). L'idée d'une dissolution étant fermement écartée par l'Elysée. »

C'est le prophète maison, Pascal Praud, qui donne le coup de grâce au doute : « Le maître des horloges expliquera ces prochaines heures que ce scrutin ne signifie rien, qu'il est un défilé et que la vie continue. Il ne se passera rien. On parie ? » Comme « on » le sait, le pari de Pascal conduit infailliblement à la vérité révélée.

Le mur du çon

FRANCHI, en survolant les prisons, par Eric Dupond-Moretti. Le 4 juin à l'Assemblée nationale, répondant à une question d'actualité sur la présence de téléphones portables dans les établissements pénitentiaires, le garde des Sceaux s'est emballé : « En 2017, il n'y avait aucun brouilleur (dans les prisons). Strictement aucun ! Depuis, nous en avons doublé le nombre. » Deux fois zéro, sauf erreur, ça fait zéro. Et un ministre brouillé avec les chiffres...

L'APRÈS-D-DAY



OBSERVATEUR MOSCOVITE ATTENTIF



BIENTÔT la fin du cahempar pour Ilaria Salis ? Cette enseignante et militante antifasciste italienne, détenue depuis plus d'un an à Budapest pour avoir protesté contre un rassemblement néonazi, vient d'être élue eurodéputée (l'« Huma », 11/6) : elle a été placée en bonne position sur la liste de l'Alliance des Verts et de la gauche, et bénéficie désormais de l'immunité.

Seule inconnue : Viktor Orbán la laissera-t-il quitter la Hongrie ou s'engagera-t-il dans un nouveau bras de fer ? Les cas échéant, on n'imagine pas Giorgio Meloni opposer une résistance démesurée à son autoritaire compère...

RUFFIN APPELLE À UN NOUVEAU FRONT POPULAIRE



ALORS que plus de 55 % de la population argentine vit au-dessous du seuil de pauvreté, près de 6 000 tonnes d'aide alimentaire ont été découvertes dans des entrepôts, stockées depuis des mois. Le gouvernement Milei accuse certains intermédiaires, proches du pouvoir précédent, d'avoir profité de la misère en revendant au compte-gouttes ces aliments qu'ils étaient censés distribuer gratuitement.

Un vaste audit a donc été lancé, mais, en attendant ses conclusions, les produits (lait en poudre, farine, lentilles...) sont restés bloqués. Et tant pis pour les dates de péremption. « Dans son calcul, le gouvernement a donné la priorité à son combat contre les « intermédiaires » plutôt qu'à la possibilité que l'on sache qu'il détenait des aliments sur le point d'être périmés », dénonce un politologue (« Le Monde », 7/6).

TRISTE record : le nombre de plaintes pour violences morales et sexuelles visant l'Institut catholique Notre-Dame de Bétharram (Pyénées-Atlantiques) est passé de 33 à 76 en avril, pour atteindre 90 début juin. Et, comme le redoute le collectif de victimes, « on n'en est qu'au tout début » (« Le Point », 6/6).

Les témoignages continuent d'affluer : « Comment, pendant des décennies, on a pu violer à Bétharram en toute impunité ? Peut-être parce que « les fils de notables semblaient épargnés » et que les victimes étaient gardées à l'intérieur le week-end si leurs bleus étaient trop visibles... Sans doute ce qu'on appelle chez les cathos l'alpaga et l'omerta. »